



# PRéRAD

océan INDIEN



## Observatoire des agricultures à Madagascar : Etude de faisabilité

*Vincent Garruchet (France Volontaires)*

*Pierre-Marie Bosc (Cirad)*

*Isabelle Mialet-Serra (Cirad)*

Janvier 2023



## Table des matières

1. Avant-propos .....	2
2. Origine du projet et contexte .....	3
2.1. Un observatoire régional des agricultures de l’océan Indien .....	3
2.2. Dans la lignée de l’initiative internationale « Observatoire des agricultures du monde » .....	4
2.2. Dans la lignée de travaux déjà réalisés à Madagascar .....	5
3. Quelques constats à Madagascar .....	5
3.1. Une agriculture principalement familiale au cœur des enjeux de développement .....	5
3.2. Une agriculture encore mal connue dans sa diversité : le manque de données .....	6
4. Un partenariat stratégique et opérationnel sur Madagascar.....	9
4.1. Faire la preuve du concept : une enquête de terrain exploratoire.....	10
4.2. Une réflexion élargie à l’ensemble des organisations paysannes fédératives du CNAF .....	12
4.3. Des échanges en parallèle avec différents acteurs du développement agricole à Madagascar.....	13
5. Propositions pour l’Observatoire des agricultures à Madagascar.....	14
5.1. Positionnement, atouts et services proposés .....	14
5.2. Mise en place opérationnelle de l’observatoire à Madagascar: besoins humains et financiers .....	18
5.3. Des moyens régionaux au service de l’observatoire à Madagascar .....	22
6. Références .....	24
7. Annexes.....	25

## 1. Avant-propos

Ce rapport est le résultat de l'étude de faisabilité d'un projet d'observatoire des agricultures à Madagascar qui doit préciser les modalités concrètes de mise en œuvre d'un observatoire répondant aux enjeux de ce territoire aux multiples facettes. Ce projet s'intègre dans l'initiative régionale d'observatoire des agricultures de l'océan Indien qui est porté depuis 2020 par la Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI), animée et coordonnée par le Cirad à La Réunion.

Cette étude de faisabilité doit permettre notamment de **1/réaliser l'inventaire et l'analyse des systèmes d'information et des données agricoles existantes, 2/ décrire le contexte agricole local, et 3/ identifier des partenaires intéressés et en capacité d'alimenter en données l'observatoire.**

Cette étude a été menée de mars 2021 à novembre 2022 par Vincent Garruchet, volontaire de solidarité internationale (VSI). Ce poste a été géré et cofinancé par France Volontaires, opérateur du Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères, cofinancé par l'association Afdi « Agriculteurs français et Développement international », par le Conseil départemental de La Réunion et par la PRÉRAD-OI au titre du fonds européens FEDER INTERREG V océan Indien et au titre du Fonds de Coopération régionale (FCR) géré par la Préfecture de La Réunion.

Durant toute la durée de sa mission, le volontaire hébergé dans les bureaux d'Afdi Madagascar a travaillé étroitement avec :

**Les équipes d'Afdi Madagascar** (en particulier sa représentante Fanja Ralamboranto, ainsi que Nathalie Ratovomananjara, Annita Razanadrakoto et Anten'Aina Rakotovao), **le Réseau SOA**, une des six organisations paysannes fédératives (OPF) de Madagascar (et en particulier, son directeur, Gérard Andriamandimby; Alinoro Razafindrakoto, sa Directrice administrative et financière ; Tojo Manantsoa, son chargé de plaidoyer ; mais aussi Jocel Rakotonirina Tovoniaina et Tsanta Raharijaona), et **les 6 organisations paysannes fédératives malgaches réunies au sein du Comité national de l'agriculture familiale (CNAF).**

### Les équipes du Cirad

- **À Madagascar**, en particulier Jean-François Bélières, agroéconomiste au sein de l'UMR Art-Dev, Jean-Marc Bouvet, Directeur Régional pour l'Afrique Australe et Madagascar et Perrine Burnod, socio-économiste au sein de l'UMR TETIS ;
- **Sur Montpellier**, en particulier Pierre-Marie Bosc, agroéconomiste et ex-coordonateur de l'Observatoire des Agricultures du Monde à la FAO (entre 2017 et 2021), Cédric Gaillard, économiste tous deux au sein de l'UMR Moïsa et Yannick Biard, ACViste au sein de l'UPR HortSys;
- **Sur La Réunion**, Sandrine Auzoux, ingénieure de recherche au sein de l'unité de recherche Aïda, qui supervise notamment le développement du système d'information de l'Observatoire des agricultures de l'océan Indien, Louis Olié, économiste du développement, au sein de l'UMR Moïsa et Isabelle Mialet-Serra, animatrice de la PRÉRAD-OI, adjointe au Directeur régional du Cirad à La Réunion – Mayotte – océan Indien.

## 2. Origine du projet et contexte

### 2.1. Un observatoire régional des agricultures de l’océan Indien

Fin 2019, la plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l’océan Indien (PRÉRAD-OI)<sup>1</sup> a commencé à travailler avec ses partenaires à la définition d’un projet d’observatoire des agricultures de l’océan Indien (OA-OI). La PRÉRAD-OI, créée en 2014 à La Réunion et animée et coordonnée depuis par le Cirad, fédère les principales institutions publiques, les organisations de recherche, de vulgarisation et de transfert technologique et de la formation agricole des cinq États membres de la COI (Madagascar, Maurice, France-Réunion, les Seychelles et l’Union des Comores) autour de problématiques scientifiques communes et partagées pour une agriculture durable et économiquement viable.

Lors du comité de pilotage de la PRÉRAD-OI en 2017, accueilli par la COI, l’ensemble des partenaires de la plateforme a exprimé leur vif intérêt pour le déploiement d’un observatoire des agricultures de l’océan Indien. Ce besoin et cette volonté ont été réaffirmés par ces mêmes acteurs, mi 2019, lors de la séquence « coopération régionale » organisée en marge de la foire annuelle agricole de Bras-Panon à La Réunion. Au niveau de la Commission de l’océan Indien (COI), le comité des Officiers Permanents de Liaison (OPL), représentant les cinq pays membres de la commission, en mars 2020 a rappelé le besoin en outils d’aide à la décision dans le domaine de la sécurité alimentaire et a exprimé son soutien, dans ce cadre, au projet d’observatoire des agricultures de l’océan Indien.

La région du sud-ouest de l’océan Indien est caractérisée par une importante diversité de systèmes agricoles au sein desquels coexistent des profils variés d’exploitations familiales, patronales ainsi que des fermes agricoles. Pour chaque territoire pilote concerné (Madagascar, Maurice, La Réunion dans un premier temps), le projet prévoit la mise en place d’un observatoire dédié pour décrire les systèmes agricoles locaux, tout en analysant et comparant les performances économiques, sociales et environnementales des exploitations agricoles. L’étude détaillée des structures des exploitations agricoles permettra, entre autres, de proposer des typologies et des outils d’aide à la décision aux différents acteurs du développement agricole et rural. Au niveau régional, la mutualisation des ressources et des données contribuera à documenter et étudier des problématiques communes aux différents territoires du sud-ouest de l’océan Indien (nutrition, sécurité et souveraineté alimentaires, situation des jeunes et des femmes dans l’agriculture, adaptation des pratiques aux effets du changement climatique, diffusion des pratiques agroécologiques, etc.). Ainsi, l’observatoire est conçu comme un **outil collectif d’aide à la décision pour faciliter la formulation de politiques et d’investissements agricoles adaptés à la diversité des territoires et des exploitations agricoles dans l’océan Indien.**

---

<sup>1</sup> Voir : <https://www.prerad-oi.org/>

## 2.2. Dans la lignée de l'initiative internationale « Observatoire des agricultures du monde »

Le projet d'observatoire des agricultures de l'océan Indien est une déclinaison régionale de « l'observatoire des agricultures du monde » (OAM/WAW) et capitalise sur les acquis de cette initiative internationale portée par la FAO, le FIDA, le gouvernement français et le Cirad et tout le travail réalisé par le Cirad sur ces sujets.

En effet, le cadre méthodologique utilisé par l'Observatoire des agricultures de l'océan Indien (Darras et al., 2021) s'appuie largement sur les travaux de l'Observatoire des agricultures du monde qui permet d'analyser la diversité des exploitations agricoles présentes sur un territoire pour faciliter l'élaboration de politiques publiques et d'investissements différenciés et promouvoir une agriculture durable, résiliente et plurielle. Ce cadre découle en grande partie du cadre « *Sustainable Rural Livelihoods* » (SRL) et repose sur l'inventaire des différents capitaux (*naturels, physiques, humains, sociaux, économiques et financiers*) qui composent la structure d'une exploitation agricole. Cette approche holistique vise à caractériser le fonctionnement, les activités et les pratiques des ménages sur l'exploitation agricole mais également en dehors, en s'intéressant notamment aux activités non agricoles qui peuvent impacter favorablement les performances globales du système. Elle permet enfin d'évaluer de manière rigoureuse les performances du système dans une optique de durabilité. Au-delà des performances environnementales (*durabilité écologique*), sociales (*équité*) et économiques (*efficacité économique*) qui décrivent la durabilité du système de façon normée, elle propose aussi d'appréhender la durabilité à travers la capacité des producteurs et des ménages à s'adapter aux changements qui s'opèrent autour d'eux.

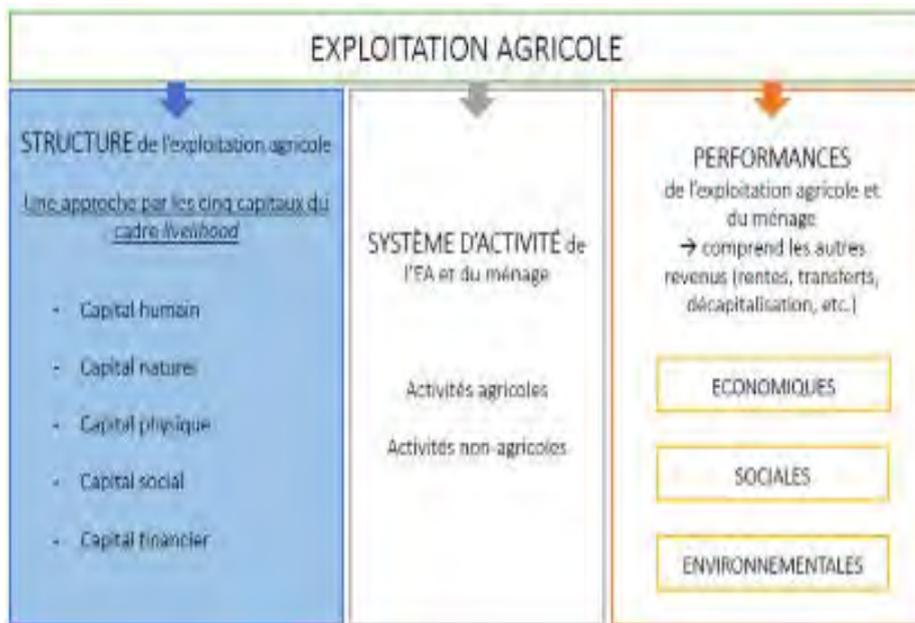


Figure 1 : représentation simplifiée des modules du cadre méthodologique

## 2.2. Dans la lignée de travaux déjà réalisés à Madagascar

Entre 2013 et 2017 plusieurs travaux exploratoires ont été menés à Madagascar dans le cadre de l'Observatoire des agricultures du monde (OAM) grâce à l'implication de la FAO, du FIDA, du Cirad, du FOFIFA, du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR), du CITE et de l'Institut international des sciences sociales (IISS)<sup>2</sup>. Ces travaux ont notamment permis de construire des typologies des exploitations agricoles à Madagascar : une typologie des exploitations agricoles à l'échelle nationale à partir des données du recensement agricole de 2004-2005 et deux typologies des exploitations agricoles pour les régions Menabe et Alaotra Mangoro à partir des données du ROR et du projet FIDA Menabe (Bélières et al., 2017).

En décembre 2019, rappelons qu'une mission de présentation du projet d'observatoire des agricultures de l'océan Indien a été réalisée à Madagascar par l'équipe de la PRÉRAD-OI avec le coordinateur FAO alors de l'OAM, lors d'une réunion organisée conjointement par la FAO et la Direction régionale du Cirad à Madagascar. Cette mission avait permis également de rencontrer différents acteurs du secteur agricole malgaches dont deux directions du ministère de l'agriculture et de jeter les bases d'une collaboration avec Réseau SOA lors d'une rencontre avec son directeur, Gérard Andriamandimby.

## 3. Quelques constats à Madagascar

### 3.1. Une agriculture principalement familiale au cœur des enjeux de développement

A Madagascar, l'agriculture occupe 8 actifs sur 10 et représente, avec l'élevage, la pêche et la sylviculture, environ 25% du PIB . La production, destinée à plus de 90% au marché national et fortement dominée par l'autoconsommation, est principalement réalisée par l'agriculture familiale<sup>3</sup>. En effet, 99% des exploitations agricoles du pays sont des exploitations familiales. Elles exploitent 95% des terres cultivées et détiennent 97% du cheptel national (Sourisseau et al., 2014). Ces exploitations agricoles familiales nourrissent la population en assurant l'essentiel de la production de riz, de viande, de légumes, de fruits, et produisent également pour l'exportation. Elles assurent également la gestion et l'entretien de la terre, des paysages et des ressources naturelles (aménagement des bas-fonds, irrigation, terrasses, etc.) à l'échelle du pays tout entier (Sourisseau et al., 2014).

**Malgré leur indéniable importance, les exploitations familiales disposent dans la majorité des cas de faibles capacités productives.** Selon le dernier recensement de l'agriculture, la superficie moyenne des exploitations agricoles malgaches était de 0,2 hectares en 2004 (Service des Statistiques Agricoles, 2007) et 70% des exploitations cultivaient alors moins de 1,5 hectare. En outre, ces exploitations disposent souvent de peu d'équipements et utilisent peu d'intrants. Dotées de ressources productives limitées et soumises à de multiples contraintes (cyclones, inondations, sécheresses, attaques

---

<sup>2</sup> Voir notamment le projet TCP/INT/3504D

<sup>3</sup> L'agriculture familiale est ici définie par l'existence d'un lien organique entre la famille et l'unité de production et par la nature, principalement familiale et excluant le salariat permanent, du travail mobilisé (Banque centrale de Madagascar, 2020; Bélières et al., 2014; INSTAT, 2021).

acridiennes, fragilité des sols, difficultés d'accès aux marchés et aux services publics), les exploitations produisent avec des rendements souvent faibles et de nombreuses familles connaissent la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Sourisseau et al., 2014).

**Dans un tel contexte, l'agriculture familiale malgache est, de fait, au cœur des enjeux de développement du pays** et à la croisée de plusieurs objectifs du développement durable (ODD) : pas de pauvreté (ODD 1), faim zéro (ODD 2), eau propre et assainissement (ODD 6), travail décent et croissance économique (ODD 8), consommation et production responsables (ODD 12), lutte contre les changements climatiques (ODD 13).

Une synthèse bibliographique très complète (Garruchet et al., 2022) décrit l'agriculture à Madagascar aujourd'hui et recense les défis et les enjeux sur lesquels l'observatoire pourrait apporter des données actualisées, des analyses et des recommandations.

### 3.2. Une agriculture encore mal connue dans sa diversité : le manque de données

**Dans le cadre de l'étude de faisabilité du projet d'observatoire des agricultures de l'océan Indien, un inventaire critique des données et des bases de données agricoles disponibles à Madagascar a été réalisé.** Ce travail confirme le diagnostic déjà formulé de l'insuffisance et de la dispersion des données statistiques agricoles disponibles à Madagascar (Randriamoria, 2015). Centré sur les données décrivant les activités, les moyens d'existence et la diversité des exploitations agricoles malgaches, l'inventaire (présenté en annexe) réalisé dans le cadre de cette étude révèle que les données disponibles sont souvent datées, éparses, et hétérogènes. Peu de données sont recueillies de manière systématique, cohérente et régulièrement pour décrire la structure, les performances et les besoins des exploitations agricoles malgaches. Ce déficit de données entrave l'Etat et les acteurs du développement agricole dans la conception de politiques et le design d'investissements agricoles reposant sur des connaissances objectives et adaptés à la réalité du secteur agricole et à la diversité des profils des exploitations. Par ailleurs, le manque de données agricoles accessibles et crédibles freine la participation des organisations de la société civile, en particulier des organisations paysannes, à l'élaboration et au suivi des politiques agricoles.

Au-delà de la carence en données, **on soulignera l'absence d'outil de capitalisation** qui permettrait de générer une profondeur historique sur les transformations des agricultures et éviterait une forte déperdition des efforts de connaissance issus des multiples enquêtes commanditées par les différents acteurs institutionnels (et que portait le projet du ROR dans une certaine mesure).

**Ce travail a permis de formuler plusieurs constats :**

**1. Il n'existe pas de système d'information actualisé permettant de documenter l'état actuel des exploitations familiales à Madagascar** ni *a fortiori* d'en produire des typologies régionalisées et d'en suivre l'évolution et les transformations attendues. L'inventaire (en annexe) des données et des bases de données agricoles à Madagascar, réalisé au cours de cette étude, montre que :

- **Le Recensement général de l'agriculture (RGA)** renseigne sur les structures des exploitations agricoles mais ne couvre pas leurs performances et n'a pas été reconduit depuis 2004 soit 18 ans. Un nouveau recensement de l'agriculture serait en préparation depuis plusieurs

années mais l'insuffisance des ressources financières, humaines et techniques retarderait sa mise en œuvre.

- **Le Réseau des observatoires ruraux (ROR)**, actif entre 1995 et 2020, a permis de documenter de nombreuses situations de développement rural sans rechercher une représentativité statistique et en suivant une logique de réponse aux demandes d'informations liées à des interventions publiques ponctuelles sur financements externes (UE, AFD...). Les données disponibles concernent des ménages ruraux, environ 500 ménages dans plusieurs régions et dans certains cas on dispose de panels ce qui permet d'étudier des évolutions dans le temps (cf. note d'analyse des travaux du ROR en annexe).
- **Les évaluations rapides de la production agricole et de la sécurité alimentaire (ERPASA)** sont des enquêtes annuelles menées par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAEP) grâce au soutien du Programme Alimentaire mondial (PAM) et de la FAO pour évaluer le niveau des récoltes et les impacts des différents chocs sur la sécurité alimentaire des ménages.
- **L'observatoire du riz (ODR)**, créé en 2005, est un outil du MAEP pour suivre les prix du riz sur les marchés dans chaque district. L'ODR propose également une liste des variétés de riz local les plus vendues par région, ainsi qu'une analyse des causes de la variation du prix sur chaque période.
- **Le Système de suivi des prix des fruits et légumes sur les marchés à Madagascar (SIEL)** a été créé en 2006 grâce à l'appui de l'ONG FERT et permet de suivre l'évolution des prix de gros, demi-gros et détail, d'un ensemble de fruits et légumes dans 37 marchés et 11 régions du pays. Le système dispose d'une base de données en ligne alimentée par les releveurs de prix sur les marchés. Les producteurs et les collecteurs abonnés reçoivent les informations directement par mail ou par SMS.
- **Plusieurs projets de recherche en partenariat conduits par le Cirad** ont comme objet central les ménages et les exploitations agricoles : ils concernent des échantillons de taille variable (pas moins de 100 et jusqu'à 600 unités d'observation) et répondent à un besoin en données sur des problématiques très diverses (pratique de l'agroécologie, filière semences...). Un inventaire complet de ces données et bases de données pourrait être très intéressantes dans le cadre du développement de l'observatoire des agricultures à Madagascar ;
- **Les acteurs du développement et de la coopération internationale** produisent des données dans le cadre de leurs activités. Il s'agit généralement de données de *reporting*, d'études *baseline* ou d'évaluation. Ces données sont particulièrement hétérogènes et ne font généralement pas l'objet de capitalisations et de partages entre les différents acteurs.

**2. Les données du ROR, du RGA, et celles des travaux du Cirad sont globalement compatibles avec le cadre méthodologique de l'Observatoire des agricultures de l'océan Indien.** Elles fournissent des données pouvant constituer des situations de référence mais leur couverture est loin de pouvoir donner une image actualisée et représentative de la diversité des exploitations agricoles malgaches.

**3. Outre leur caractère très lacunaire les données existantes ne sont pas facilement accessibles pour les acteurs du développement.** L'accessibilité ne correspond pas uniquement à la possibilité pour les acteurs de disposer des jeux de données sous la forme d'une base de données. L'accessibilité suppose aussi la possibilité de disposer d'une information traitée, intelligible et utile sur le terrain, ce qui est loin d'être le cas.

**En résumé, d'une manière générale, les données disponibles actuellement (datées, éparses, hétérogènes et discontinues) rendent difficile l'élaboration de typologies décrivant la diversité des profils des exploitations agricoles malgaches. Depuis la dissolution du ROR en 2020, il existe un vide institutionnel à Madagascar : aucune organisation ne produit de manière continue et indépendante des données structurelles sur les exploitations agricoles malgaches pour suivre dans le temps leur évolutions, évaluer leurs performances, et appréhender leur diversité, leurs forces et leurs faiblesses. La production régulière de statistiques agricoles publiques semble aujourd'hui limitée aux évaluations annuelles de la production agricole et de la sécurité alimentaire (ERPASA) menées avec le concours du PAM et de la FAO. A l'heure actuelle, les ressources dont disposent l'Etat malgache rendent incertaine la création d'un système durable, permanent et performant de production de statistiques publiques agricoles.**

**Un observatoire des agricultures apparaît donc comme un outil indispensable pour contribuer à élaborer, de manière éclairée, des politiques agricoles et des investissements adaptés à la réalité du monde agricole malgache.**

## 4. Un partenariat stratégique et opérationnel sur Madagascar

**Un partenariat initial entre Réseau SOA, Afdi Madagascar et le Cirad s'est concrétisé en 2021 et a permis, grâce à l'appui très précieux de France Volontaires et du Conseil départemental de La Réunion, le recrutement de Vincent Garruchet pour opérationnaliser sur le terrain ce partenariat en lançant ensemble cette étude faisabilité.** A noter que ce partenariat préfigure notamment dans ce pays le positionnement de l'observatoire sur ce territoire.

**Créé en 2003, Réseau SOA (Syndicat des Organisations Agricoles)** est une organisation paysanne malgache qui regroupe 32 organisations paysannes membres, présentes dans 15 régions et représentant plus de 28 000 exploitations familiales. Réseau SOA propose des services pour accompagner les agriculteurs (*aide à l'installation des jeunes, formation de jeunes leaders à la prise de responsabilité dans les organisations paysannes, appui à la filière semence pour le riz et le haricot, etc.*) et pour défendre les intérêts de l'agriculture familiale dans la sphère publique malgache. Réseau SOA est l'un des membres fondateurs du Comité national malgache de l'agriculture familiale (CNAF).

**Partenaire historique de Réseau SOA, Agriculteurs français et développement international (Afdi)** est une association de solidarité internationale qui construit des partenariats entre les mondes agricoles français et ceux des pays en développement. A Madagascar, Afdi appuie Réseau SOA dans la mise en œuvre et le renforcement de ses activités et mène en parallèle d'autres projets de développement agricole et rural.

Le contexte, depuis l'année internationale de l'agriculture familiale en 2014, est favorable à la création d'un observatoire. **En effet, dans le cadre de la décennie des nations unies pour l'agriculture familiale (2019 – 2028)**, les organisations membres du CNAF<sup>4</sup> ont élaboré un plan d'action pour mettre en œuvre, à l'échelle nationale, des activités de promotion de l'agriculture familiale en lien avec le Plan global produit par la FAO et le FIDA (FAO & FIDA, 2019). Le pilier 2 de ce plan d'actions (« *Développer des systèmes d'information adaptés pour analyser, suivre et évaluer l'agriculture familiale dans le développement social, économique et environnemental du pays* ») prévoit en particulier de collaborer avec l'observatoire des agricultures de l'océan Indien pour « *disposer de données homogènes et comparables sur l'ensemble du territoire et dans la sous-région, de mesurer le poids et le rôle des agricultures familiales, données indispensables pour alimenter des actions de plaidoyer. Ce cadre d'analyse permet en outre de mettre en œuvre des dispositifs de suivi et d'évaluation des effets économiques sociaux et environnementaux des investissements réalisés au sein des exploitations pour en améliorer les performances. Il est ainsi possible de développer un suivi dans le temps des trajectoires d'adaptations de ces différents types d'agricultures aux changements environnementaux et économiques auxquelles elles font face*<sup>5</sup> » (sic). La collaboration avec l'observatoire vise ainsi à

---

<sup>4</sup> Le Comité national de l'agriculture familiale malgache (CNAF) est un groupe d'organisations et d'institutions créé en 2015 à la suite de l'année internationale de l'agriculture familiale. A Madagascar, le CNAF s'engage pour assurer la meilleure prise en compte de l'agriculture familiale dans les politiques agricoles, dans les programmes de développement et dans les activités de recherche. Le CNAF regroupe à la fois les 6 fédérations d'organisations paysannes malgaches, des ONG, et des organisations de recherche et de formation.

<sup>5</sup> CNAF, *Plan d'actions pour la décennie de l'agriculture familiale 2019 – 2028*, 2019, Madagascar

**produire et diffuser des connaissances pour souligner le poids et le rôle central de l'agriculture familiale à Madagascar et assurer sa prise en compte dans les politiques agricoles.** Cette collaboration vise également à disposer d'outils pour évaluer les effets des politiques, des projets et investissements en lien avec l'agriculture familiale.

Dans le passé, **la création d'un observatoire des agricultures avait été formulé avec un positionnement institutionnel au sein du Ministère de l'Agriculture avec le soutien de la FAO.** Ce projet n'ayant à l'époque pas abouti, le positionnement choisi auprès de la société civile et des organisations paysannes est délibérément différent et pragmatique ; il s'agit de construire avec elles un outil pour l'action.

Ce choix va notamment dans le sens des recommandations tirées du rapport d'évaluation du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) (David-Benz et al., 2010) qui préconisait de « *redéfinir le positionnement institutionnel [du ROR] et acquérir un statut juridique qui assure une reconnaissance publique, facilite l'accès aux financements publics, permette de générer ses propres ressources, assure une autonomie et une souplesse de gestion, et garantisse une indépendance d'expression...* ».

#### **4.1. Faire la preuve du concept : une enquête de terrain exploratoire**

Une enquête exploratoire auprès de 300 exploitations agricoles membres du Réseau SOA dans 3 régions (Analamanga, Bongolava, Diana) a été réalisée afin notamment de faire la démonstration pratique de l'intérêt d'un tel exercice auprès des OPF.

Cette enquête répondait à plusieurs objectifs :

- Mieux connaître les conditions concrètes de réalisation d'une enquête en milieu rural à Madagascar (coûts, ressources nécessaires, difficultés logistiques, etc.) ;
- Éprouver la pertinence du cadre harmonisé méthodologique utilisé par l'observatoire des agricultures de l'océan Indien en l'appliquant au contexte malgache ;
- Obtenir un premier jeu de données complet et de qualité.

Cette enquête a également permis de :

- Contribuer au renforcement des capacités du Réseau SOA en recrutant un chargé de mission, en organisant quelques formations et en faisant l'acquisition de matériel ;

- Démontrer l'intérêt d'une enquête détaillée auprès de ménages agricoles et de susciter l'intérêt des autres organisations paysannes fédératives malgaches.



*Photo 1 : test du questionnaire d'enquête avec un technicien du Réseau SOA*

Cette enquête a pu se faire grâce à la mobilisation de différents acteurs locaux, 1/ l'Afdi à Madagascar qui a financé l'enquête à travers le programme SEPOP<sup>6</sup> (Services et Plaidoyers des organisations paysannes) financé par l'AFD; 2/ Réseau SOA qui a mobilisé ses ressources humaines pour accompagner les enquêteurs sur le terrain et faciliter la collecte des données ; 3/ le Cirad et en particulier, Jean-François Bélières qui a partagé son modèle type de questionnaire, adapté pour cette enquête, qui a également animé la formation des enquêteurs et donné de précieux conseils pour l'organisation logistique de l'enquête ; Sandrine Auzoux, qui a apporté un appui précieux pour adapter la base de données ainsi collectées à celle de l'observatoire ; enfin, Louis Olié, qui a réalisé le travail d'apurement et d'analyse des données collectées. Après une première restitution partielle en novembre 2022 auprès de Réseau SOA et Afdi Madagascar, Louis poursuit l'analyse des données en maintenant des échanges réguliers avec Réseau SOA et Afdi.

---

<sup>6</sup> Lancé en 2020, ce programme financé par l'AFD via le réseau AgriCord pour une durée de trois ans, cherche à renforcer les organisations paysannes dans leurs capacités de gestion des crises et d'influence des politiques, stratégies et programmes de développement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

## 4.2. Une réflexion élargie à l'ensemble des organisations paysannes fédératives du CNAF

A Madagascar, la stratégie adoptée par l'équipe du projet est de construire un observatoire permettant aux organisations paysannes de mieux connaître la diversité des profils et les besoins des exploitations agricoles familiales afin de **proposer des services de proximité adaptés** (formations, dotations, aide à l'installation des jeunes, etc.) et de **renforcer les activités de plaidoyer auprès des décideurs publics** pour défendre les intérêts de l'agriculture familiale malgache. Si d'autres acteurs pourront également bénéficier des données et des connaissances produites par l'observatoire (des chercheurs et des chercheuses, des membres de l'administration publique, des ONG, des bailleurs de fonds, etc.), le travail d'identification des attentes et des besoins des utilisateurs se fait d'abord aux côtés des organisations paysannes fédératives.

Ainsi, des réunions régulières ont été organisées tout au long de l'étude de faisabilité avec chacune des 6 organisations paysannes faïtières pour présenter le projet d'observatoire, recenser leurs activités et identifier avec elles les besoins et les attentes relatives à l'observatoire.

Les 30 mars et 7 avril 2022, un **atelier tourné vers la définition du projet d'observatoire des agricultures** a été organisé à Antananarivo en présence des six organisations paysannes fédératives. Cet atelier constitue une étape importante dans la définition de l'observatoire des agricultures à Madagascar. Il a permis en particulier de :

- Informer les OPF du projet d'observatoire des agricultures (historique, dimension régionale, étude de faisabilité en cours, etc.) ;
- Présenter les notions et concepts mobilisés par l'observatoire, et les connaissances qu'il permet de produire (structures et performances des exploitations agricoles, typologie, etc.) ;
- A chaque organisation paysanne de présenter ses activités de collecte et d'analyse de données et de partager son expérience (*objectifs, méthodes, données collectées, limites et difficultés rencontrées, solutions apportées*). La synthèse de ces échanges a aussi permis d'identifier des besoins et des attentes communes.

- **Identifier des questions et des problématiques** auxquelles les organisations paysannes souhaitent répondre et sur lesquelles l'observatoire pourrait travailler. **Rédiger et signer collectivement une lettre de positionnement** (disponible en annexe) dans laquelle les organisations paysannes reconnaissent l'insuffisance des informations disponibles pour décrire les exploitations agricoles familiales malgaches et expriment leur volonté de **participer à la création et à la mise en œuvre d'un observatoire des agricultures à Madagascar dont elles seraient les protagonistes.**



*Photo 2 : Atelier avec les organisations paysannes fédératives, Antananarivo, avril 2022*

#### **4.3. Des échanges en parallèle avec différents acteurs du développement agricole à Madagascar**

Au fil de la mission, de nombreux échanges ont eu lieu avec les acteurs du développement rural et agricole à Madagascar (compte-rendu en annexe). A un **niveau institutionnel**, des rencontres ont été organisées avec les différents services du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour bien comprendre les activités de collecte et d'analyse de données agricoles menées par les pouvoirs publics. Plus spécifiquement, des réunions ont permis d'échanger avec le Secrétariat général du Ministère, le Service des Statistiques Agricoles (STATAGRI), la Cellule de l'Observatoire du Riz (ODR), la Direction de la Planification et du Suivi-Evaluation (DPSE), la Direction d'appui à l'Organisation des Producteurs et à l'Agro-business (DOPAB), l'Unité de Gestion des Systèmes d'Information et de la Digitalisation (USID), et le Centre Géo-informatique Appliqué au Développement Rural (CGARD), la Direction Générale de la Météorologie (DGM), et le Fonds de Développement Agricole (FDA).

**Des rencontres ont également été organisées avec les acteurs de la recherche et de la société civile** notamment l'ancien responsable du Réseau des Observatoires Ruraux (ROR), des chercheurs impliqués dans l'observatoire du foncier, le Centre d'expérimentation des Fruits et Légumes (CEFFEL), le

responsable du SIEL (Système d'information économique des légumes), le Syndicat malgache de l'Agriculture biologique (SYMABIO).

Enfin, des relations ont également été tissées avec les **organisations de coopération internationale** présentes à Madagascar et dans le sud-ouest de l'océan Indien pour préciser la manière dont l'observatoire pourrait répondre à certains de leurs besoins concernant le suivi et l'évaluation de leurs actions, l'évaluation de l'impact, la définition de situations de référence, etc. A ce stade, des rencontres ont eu lieu à Madagascar avec l'Agence française de développement (AFD), la Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores, le Fonds International pour le Développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) à Madagascar, ou encore l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ). Des échanges réguliers à une échelle régionale se poursuivent avec l'AFD, la FAO et l'Union européenne.

## 5. Propositions pour l'Observatoire des agricultures à Madagascar

### 5.1. Positionnement, atouts et services proposés

#### Positionnement

**Comme indiqué plus haut, le choix a été fait de positionner l'observatoire des agricultures au plus près des organisations paysannes malgaches pour leur permettre de prendre une part active dans la construction de cet outil et dans l'appropriation de ses produits.** Les productions de l'observatoire doivent en effet répondre aux attentes des organisations paysannes malgaches en facilitant l'offre de services aux producteurs, notamment en matière d'appui conseil en matière d'investissements productifs, ainsi que les activités de plaidoyer auprès des décideurs publics. Ce positionnement n'exclut pas, bien au contraire, la consultation d'autres acteurs (pouvoirs publics, acteurs du développement et de la coopération, centres de recherche, secteur privé, etc.) dans les orientations et les questions à résoudre par l'observatoire.

Il est envisagé que l'observatoire soit adossé au CNAF, espace dédié à la réflexion et à la promotion de l'agriculture familiale auprès des décideurs publics. Ce dispositif a l'avantage de réunir l'ensemble des organisations paysannes fédératives malgaches ainsi que d'autres acteurs du développement agricole. Toutefois, cette structure ne disposant pas à ce jour d'une personnalité juridique en propre l'observatoire pourrait être rattaché à l'une des organisations paysannes fédératives membre du CNAF. Une convention de partenariat devrait alors être établie pour préciser les modalités de gestion de l'observatoire et garantir, notamment, une égalité de positions des organisations paysannes dans la gouvernance de l'observatoire, pour s'assurer de bénéfices équilibrés auprès de toutes les organisations paysannes.

#### Atouts

A Madagascar, l'observatoire des agricultures propose de renforcer la production/capitalisation, la consolidation, le stockage, l'analyse et la valorisation des données primaires et secondaires sur l'agriculture malgache, et plus particulièrement sur les exploitations agricoles familiales. Les données et connaissances produites doivent également permettre de dimensionner et fournir des éléments

objectifs pour orienter les investissements censés contribuer à l'émergence d'un secteur agricole durable et résilient.

Pour ce faire, l'observatoire mobilise/mobilisera :

### **1. Un cadre méthodologique harmonisé pour décrire les exploitations agricoles de l'océan Indien et au-delà.**

Ce cadre méthodologique (Darras et al., 2021) permet en particulier de :

- Décrire toute exploitation agricole grâce à l'approche par les 5 capitaux (humain, naturel, physique, social, financier) qui repose en grande partie sur le cadre *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL) ;
- Prendre en compte les activités agricoles mais aussi non-agricoles (*dont l'articulation est au cœur du fonctionnement des exploitations agricoles familiales et qui permet de comprendre la résilience et les stratégies des agriculteurs*) ;
- Faire des comparaisons : comparer une exploitation à différentes périodes (analyse diachronique), ou bien différentes exploitations à un même moment (synchronique).
- Appréhender la « performance » d'une EA : performances économique, sociale et environnementale ; la suivre dans le temps pour en analyser les progrès.

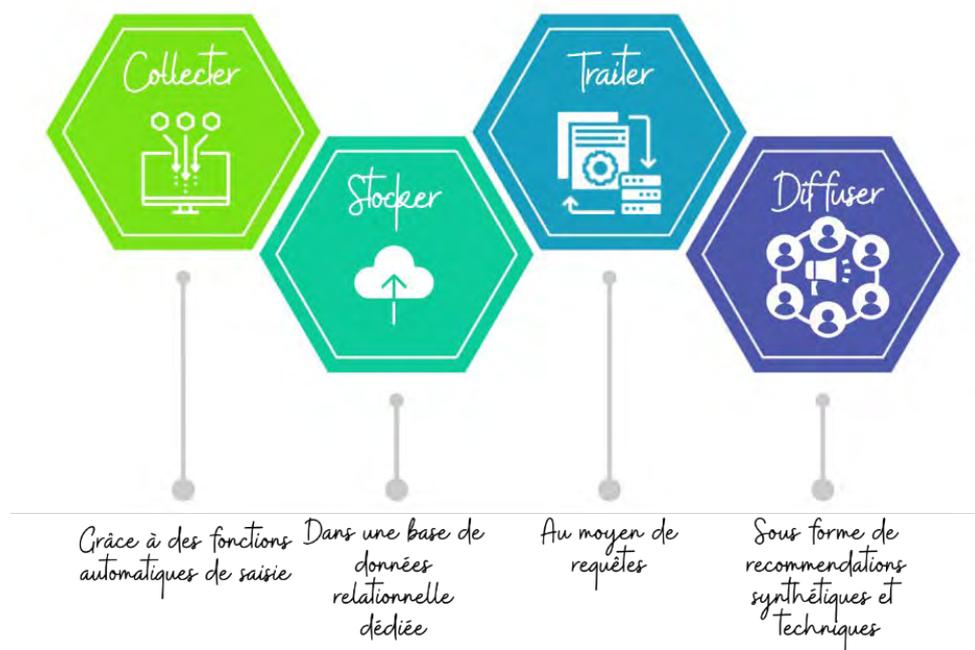
Ce cadre est exhaustif mais souple : il peut être utilisé en partie pour traiter des questions spécifiques. L'observatoire dispose également d'une méthodologie d'enquête statistique pour collecter des données et construire des typologies. Ces enquêtes peuvent être exhaustives (enquête type) et/ou ciblées en fonction des questions posées et du besoin en données pour y répondre.

### **2. Un système d'information partagé**

Cet outil en ligne sera accessible gratuitement et ses accès seront différenciés selon les utilisateurs et sécurisés.

Il permettra de : 1/ stocker des données de manière sécurisée dans la base de données dédiée ; 2/ analyser les données ; 3/ consulter des données et des indicateurs actualisés répondant à des besoins spécifiques (possibilité d'appliquer des filtres de recherche et de sélection) ; 4/ créer et consulter des documents et des rapports.

Dans un premier temps il pourrait être alimenté par et capitaliser les nombreuses enquêtes notamment réalisées par le Cirad sur les exploitations familiales dans le cadre de plusieurs projets de recherche conduits notamment par Jean-François Bélières (UMR Art-Dev) à Madagascar si cette UMR en accepte le principe. Il permettra aussi à moyen terme et selon les moyens alloués de capitaliser les données du ROR qui aujourd'hui n'existe plus.



Aujourd'hui, **un premier prototype de base de données** a été développé. Le développement de cet outil complet reste à faire, sur la base d'un cahier des charges fonctionnel dont la rédaction est en cours (finalisation au premier trimestre 2023). La rédaction du cahier des charges techniques et son développement seront confiés à un prestataire externe au Cirad.

### **3. Une approche participative**

L'étude de faisabilité de l'observatoire des agricultures à Madagascar s'est faite en concertation avec les partenaires identifiés et intéressés par le projet. A Madagascar, les organisations paysannes fédératives ont manifesté leur volonté de prendre une part active dans la gestion des activités de l'observatoire et dans le choix des problématiques et des thématiques de travail, formalisé par une lettre de positionnement signée par les six OPF. D'autres organisations telles qu'Afdi, et certains services du Ministère souhaitent également prendre part aux activités de l'observatoire.

### **4. Une dimension à la fois territoriale et régionale propice à l'échange et à la diffusion des savoirs et des innovations et à un enrichissement mutuel**

Enfin, l'observatoire de Madagascar est intégré à l'observatoire des agricultures de l'océan Indien, coordonné par la PRÉRAD-OI basée à La Réunion. Cette configuration permet de mettre en place de manière coordonnée et cohérente un **réseau d'observatoires dans l'océan Indien** et facilite la circulation des savoirs et la diffusion des innovations, mais aussi le renforcement des compétences dans un cadre harmonisé et partagé. La dimension régionale favorise également la mutualisation des moyens humains, techniques et financiers et facilite les activités de mobilisation des ressources.

## Utilisateurs potentiels et services proposés

Les services attendus par l'observatoire sont recensés dans le tableau ci-dessous et ce, en fonction de la typologie des utilisateurs ; ceux-ci ne se limitent pas au contexte malgache mais sont généralisables à tous les contextes.

Organisations paysannes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer de <b>meilleurs services de conseils et de suivi agricoles</b> à leurs membres (benchmark des exploitations, conseil de gestion, diffusion d'innovations, etc.)</li> <li>• <b>Renforcer leurs activités de plaidoyer</b> et leur participation dans l'élaboration et le suivi des politiques agricoles</li> <li>• <b>Renforcer leurs capacités de gestion, d'analyse et de valorisation des données</b> concernant leurs membres</li> <li>• <b>Initier un dialogue sur les questions de développement</b> autour d'un outil partagé, intégré et inclusif.</li> </ul>
Organisations de la société civile, ONG, acteurs de la coopération, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets de développement agricole</b> en s'appuyant sur des données de qualité ;</li> <li>• <b>Assurer le suivi et l'évaluation de leurs activités</b> : suivre l'impact de paramètres/variables spécifiques sur les performances d'un groupe d'exploitations agricoles. Il sera également possible de faire, et tester, des <b>hypothèses sur les flux entrants et leur incidence sur les performances des exploitations</b> (par exemple : sur un territoire donné, qu'est-ce qui différencie les exploitations les plus productives, le groupe de tête, de celles du groupe de queue ? Quelles sont leurs marges de progrès ?)</li> <li>• <b>Faire des comparaisons entre projets, régions ou types d'exploitation</b></li> </ul>
Ministères, pouvoirs publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Evaluer leurs marges de progrès et de tester différentes hypothèses d'interventions et leurs impacts</b> en termes de performances au regard des transformations/transitions recherchées sur la base <b>d'une représentation objective et actualisée de la diversité des exploitations agricoles</b> présentes sur un territoire et de mieux connaître leurs activités et leurs besoins ;</li> <li>• <b>Faciliter la conception et le suivi d'investissements et de politiques agricoles</b> adaptées à la diversité des profils des exploitations agricoles</li> <li>• <b>Engager des discussions critiques et constructives avec les organisations paysannes</b> qui représentent le monde agricole</li> </ul>
Organisations de recherche	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disposer de plus de données technico-économiques pour leur utilisation et la production d'analyse.</li> <li>• Disposer de données pour <b>produire des innovations et de nouvelles connaissances</b></li> </ul>
Entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaître les exploitations agricoles présentes sur un territoire pour <b>faciliter le développement de leurs activités</b> et guider leurs <b>investissements</b></li> </ul>

En complément, **les impacts attendus ont été répertoriés dans la figure ci-dessous** :



## 5.2. Mise en place opérationnelle de l'observatoire à Madagascar : besoins humains et financiers

La mise en place opérationnelle de l'observatoire à Madagascar sous-tend de disposer en propre de moyens financiers pluriannuels, de moyens humains et techniques dédiés nécessaires notamment pour **collecter, traiter, analyser des données** (primaires et secondaires) et **partager les connaissances** produites, par le biais d'ateliers, d'évènements et *via* le système d'information de l'observatoire.

L'observatoire a, par ailleurs, l'ambition d'appuyer les organisations paysannes fédératrices dans le renforcement de leurs capacités techniques afin de faire de l'observatoire, un outil au quotidien d'aide à la prise de décisions et aux conseils.

### Constituer une équipe locale opérationnelle

Un des objectifs prioritaires est de pouvoir disposer de moyens financiers permettant de constituer une équipe projet locale et opérationnelle qui pilotera sur différentes dimensions les activités de l'observatoire des agricultures à Madagascar. Il ne s'agit pas de créer une structure ad hoc mais bien de venir renforcer en moyens humains des structures ou organisations, dont l'utilité publique et la pérennité sont reconnues.

L'équipe permanente de cet observatoire pourrait se composer en fonction des périodes de 3 à 5 personnes aux profils divers, renforcée, en fonction des besoins, par des stagiaires, à savoir :

**1/ Un chef de projet** qui aura pour missions. 1/ l'animation et la coordination de l'observatoire et des activités qu'il porte en propre ; 2/ le renforcement de la visibilité de l'observatoire et de ses travaux dans la sphère publique (auprès des décideurs politiques, des bailleurs, des ONG, etc.) ; 3/ l'appui aux OP pour la préparation de plaidoyers ; 4/ un appui à l'interprétation des résultats et à leur valorisation ;

**2/ Un chargé d'analyse et de valorisation des données** qui aura pour missions 1/ le contrôle de la qualité des données collectées et réunies par l'observatoire ; 2/ le développement et l'adaptation des questionnaires d'enquêtes avec la création de modules spécifiques en fonction des questions posées; 3/ les traitements statistiques avec l'appui de Louis Olié ; 4/ l'interprétation des résultats avec l'appui des autres membres de l'équipe ; 5/ la rédaction des livrables de l'observatoire (sous la supervision du coordinateur) et leurs présentations auprès des partenaires de l'observatoire;

**3/ Un ingénieur spécialisé en gestion des données** qui aura pour missions de 1/ le contrôle de la qualité des données collectées et réunies par l'observatoire en lien étroit avec le chargé d'analyse ; 2/ trouver des solutions à la collecte dématérialisée des données par exemple sur tablettes; 3/ et à leur transfert automatique dans la base de données une fois leur qualité vérifiée.

**4/ Ponctuellement, un chargé de communication** qui aura pour missions de 1/ préparer et mettre en page les documents produits par l'observatoire (rapports, articles, fiches pédagogiques, etc.) ; 2/ rédiger des textes communicants en s'appuyant notamment sur les supports de communication de la structure qui accueille l'observatoire et ceux de la PRÉRAD-OI ; 3/préparer l'organisation des événements, des ateliers et des formations prévues dans le cadre des activités de l'observatoire à Madagascar (gestion des invitations et des participants, réservation de salles et de prestataires, préparation des présentations, appui logistique, etc.) ;

Enfin, **5/** Recruté en première année pour une durée de 6 à 8 mois, **le chargé de mission « enquête »** coordonne la préparation et la mise en œuvre de l'enquête à savoir 1/ assurer la préparation logistique de l'enquête (identification des itinéraires, identification des prestataires pour les véhicules, constitution des listes de tirage, prise de contact avec les autorités locales) ; 3/former les enquêteurs et les superviseurs avec l'appui du reste de l'équipe ; 4/encadrer le déroulement de l'enquête en garantissant la qualité des données collectées ; 5/participe activement à la consolidation et à l'apurement des données.

#### **Disposer de financements pluriannuels pour une montée en charge : propositions de scénarios budgétaires flexibles**

Le développement de l'observatoire se fera sur **trois phases d'une durée de 3 ans chacune**, dont les objectifs et les livrables attendus seront précisés en amont. Ces phases donneront lieu à des temps de bilan, de capitalisation et, si nécessaire, de réorientation (go – no go).

Après l'installation de l'observatoire, **la première année** sera consacrée à la réalisation d'une grande enquête de base en fonction des moyens réunis et des questions à résoudre ;

**Les années 2 et 3** seront consacrées au traitement, à la gestion et à l'analyse des données primaires recueillies en année 1. De nombreuses activités de valorisation des données primaires et secondaires, de partage et de mise en application des connaissances produites, mais également de renforcement des capacités des partenaires, sont prévues sur cette période. Cette période est également dédiée à la valorisation des données secondaires disponibles et pertinentes.

Les activités proposées et les budgets présentés ci-dessous sont des propositions indicatives qui pourront être adaptées aux besoins exprimés par les partenaires au moment de la mise en œuvre effective de l'observatoire à Madagascar.

**Ces trois scénarios varient sensiblement** en fonction du 1/ périmètre de l'enquête diligentée en année 1 et notamment du nombre de ménages agricoles enquêtés allant de 1200 pour le scénario 1 le plus ambitieux à 500 pour le scénario 3 le moins ambitieux ; 2/ statut et du niveau de qualification des membres de l'équipe locale recrutée ; ainsi, le coordinateur en fonction de son statut représente un coût plus ou moins élevé ; le coût lié sera plus bas si celui-ci a par exemple un statut si le poste de coordinateur est aligné sur le coût d'un profil junior de type VIE/VIA (volontaire international en entreprise ou en administration) ; 3/ des activités post-enquête prévues ; par exemple dans le scénario 2, les déplacements en avion ont été réduits ainsi que le budget d'animation, de visibilité et de valorisation.

Budget - Observatoire des agricultures à Madagascar (en euros)	Scénario 1		
	Année 1	Année 2	Année 3
<b>1. FONCTIONNEMENT OBSERVATOIRE</b>	<b>175 670</b>	<b>175 670</b>	<b>175 670</b>
<b>1.1. Ressources humaines</b>	<b>111 960</b>	<b>111 960</b>	<b>111 960</b>
Coordinateur - Chargé de projet Cirad	96 000	96 000	96 000
Ingénieur ou docteur (analyse et valorisation des données)	10 200	10 200	10 200
Ingénieur Gestion des données (BDD)	4 560	4 560	4 560
Stagiaire communication	1 200	1 200	1 200
<b>1.2. Missions et déplacements</b>	<b>18 470</b>	<b>18 470</b>	<b>18 470</b>
<b>1.2.1. Per diems pour missions</b>	<b>8 980</b>	<b>8 980</b>	<b>8 980</b>
<b>1.2.2. Voyages avion</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>
<b>1.2.3. Déplacements et véhicules</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>
<b>1.3. Bureau local</b>	<b>29 830</b>	<b>29 830</b>	<b>29 830</b>
<b>1.3.1. Location du bureau</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>
<b>1.3.2. Matériel et mobilier</b>	<b>20 350</b>	<b>20 350</b>	<b>20 350</b>
<b>1.4. Communication, téléphonie, internet</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>
<b>1.5. Animation, visibilité, valorisation</b>	<b>13 300</b>	<b>13 300</b>	<b>13 300</b>
<b>1.5.1. Organisation d'ateliers et d'évènements</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>
<b>1.5.2. Actions de visibilité et publications</b>	<b>7 300</b>	<b>7 300</b>	<b>7 300</b>
<b>2. ENQUETES</b>	<b>60 500</b>		
<b>2.1. Ressources humaines</b>	<b>12 500</b>		
Ingénieur chargé de mission enquête	2 700		
Enquêteurs	7 200		
Superviseurs	2 600		
<b>2.2. Transports et logistique</b>	<b>27 000</b>		
<b>2.3. Matériel et communications</b>	<b>12 000</b>		
<b>2.4. Imprévus</b>	<b>9 000</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>236 170</b>	<b>175 670</b>	<b>175 670</b>
<b>Coût du dispositif sur 3 ans</b>	<b>587 511</b>		

Budget - Observatoire des agricultures à Madagascar (en euros)	Scénario 2		
	Année 1	Année 2	Année 3
<b>1. FONCTIONNEMENT OBSERVATOIRE</b>	<b>115 920</b>	<b>115 920</b>	<b>115 920</b>
<b>1.1. Ressources humaines</b>	<b>63 960</b>	<b>63 960</b>	<b>63 960</b>
Coordinateur - Chargé de projet Cirad	48 000	48 000	48 000
Ingénieur ou docteur (analyse et valorisation des données)	10 200	10 200	10 200
Ingénieur Gestion des données (BDD)	4 560	4 560	4 560
Stagiaire communication	1 200	1 200	1 200
<b>1.2. Missions et déplacements</b>	<b>17 720</b>	<b>17 720</b>	<b>17 720</b>
<b>1.2.1. Per diems pour missions</b>	<b>8 980</b>	<b>8 980</b>	<b>8 980</b>
<b>1.2.2. Voyages avion</b>	<b>1 850</b>	<b>1 850</b>	<b>1 850</b>
<b>1.2.3. Déplacements et véhicules</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>
<b>1.3. Bureau local</b>	<b>25 830</b>	<b>25 830</b>	<b>25 830</b>
<b>1.3.1. Location du bureau</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>
<b>1.3.2. Matériel et mobilier</b>	<b>16 350</b>	<b>16 350</b>	<b>16 350</b>
<b>1.4. Communication, téléphonie, internet</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>
<b>1.5. Animation, visibilité, valorisation</b>	<b>6 300</b>	<b>6 300</b>	<b>6 300</b>
<b>1.5.1. Organisation d'ateliers et d'évènements</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
<b>1.5.2. Actions de visibilité et publications</b>	<b>3 300</b>	<b>3 300</b>	<b>3 300</b>
<b>2. ENQUETES</b>	<b>40 800</b>	-	-
<b>2.1. Ressources humaines</b>	<b>8 800</b>	-	-
Ingénieur chargé de mission enquête	2 700	-	-
Enquêteurs	4 800	-	-
Superviseurs	1 300	-	-
<b>2.2. Transports et logistique</b>	<b>18 000</b>	-	-
<b>2.3. Matériel et communications</b>	<b>8 000</b>	-	-
<b>2.4. Imprévus</b>	<b>6 000</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>156 720</b>	<b>115 920</b>	<b>115 920</b>
<b>Coût du dispositif sur 3 ans</b>	<b>388 561</b>	-	-

Budget - Observatoire des agricultures à Madagascar (en euros)	Scénario 3		
	Année 1	Année 2	Année 3
<b>1. FONCTIONNEMENT OBSERVATOIRE</b>	<b>87 365</b>	<b>87 365</b>	<b>87 365</b>
<b>1.1. Ressources humaines</b>	<b>46 200</b>	<b>46 200</b>	<b>46 200</b>
Coordinateur - Chargé de projet Cirad	34 800	34 800	34 800
Ingénieur ou docteur (analyse et valorisation des données)	10 200	10 200	10 200
Ingénieur Gestion des données (BDD)	-	-	-
Stagiaire communication	1 200	1 200	1 200
<b>1.2. Missions et déplacements</b>	<b>13 115</b>	<b>13 115</b>	<b>13 115</b>
<b>1.2.1. Per diems pour missions</b>	<b>5 300</b>	<b>5 300</b>	<b>5 300</b>
<b>1.2.2. Voyages avion</b>	<b>925</b>	<b>925</b>	<b>925</b>
<b>1.2.3. Déplacements et véhicules</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>	<b>6 890</b>
<b>1.3. Bureau local</b>	<b>20 630</b>	<b>20 630</b>	<b>20 630</b>
<b>1.3.1. Location du bureau</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>	<b>9 480</b>
<b>1.3.2. Matériel et mobilier</b>	<b>11 150</b>	<b>11 150</b>	<b>11 150</b>
<b>1.4. Communication, téléphonie, internet</b>	<b>1 770</b>	<b>1 770</b>	<b>1 770</b>
<b>1.5. Animation, visibilité, valorisation</b>	<b>5 650</b>	<b>5 650</b>	<b>5 650</b>
<b>1.5.1. Organisation d'ateliers et d'évènements</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>
<b>1.5.2. Actions de visibilité et publications</b>	<b>2 650</b>	<b>2 650</b>	<b>2 650</b>
<b>2. ENQUETES</b>	<b>26 350</b>	-	-
<b>2.1. Ressources humaines</b>	<b>6 350</b>	-	-
Ingénieur chargé de mission enquête	2 700	-	-
Enquêteurs	3 000	-	-
Superviseurs	650	-	-
<b>2.2. Transports et logistique</b>	<b>11 250</b>	-	-
<b>2.3. Matériel et communications</b>	<b>5 000</b>	-	-
<b>2.4. Imprévus</b>	<b>3 750</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>113 715</b>	<b>87 365</b>	<b>87 365</b>
<b>Coût du dispositif sur 3 ans</b>	<b>288 446</b>	-	-

## Assurer une pérennité opérationnelle, institutionnelle, financière

**Un cadre logique et une matrice d'activités** aux deux échelles pertinentes, régionales et territoriales seront développés et serviront de tableau de bord.

**L'observatoire s'adossera à des structures existantes (*notion de dépositaire*) et à des projets existants** afin de capitaliser sur les données et les connaissances déjà acquises dans ces cadres là.

L'observatoire est déjà soutenu financièrement par l'Union européenne au titre du FEDER INTERREG, par le Conseil Régional, le Conseil départemental de La Réunion et l'Etat depuis le début du projet en 2019. **De nouveaux financements doivent être impérativement mobilisés afin de poursuivre la mise à l'échelle de l'observatoire à une échelle territoriale ou/et régionale.**

**Le modèle économique** n'est pas encore arrêté mais l'observatoire remplissant une mission d'utilité publique, son fonctionnement reposera donc principalement sur des subventions publiques. Des bailleurs nationaux et internationaux (notamment à Madagascar) ont ainsi été approchés. Cependant des prestations circonscrites dans le temps et payantes (ex. : *réalisations d'études de faisabilité ou d'opportunité en amont de projets de développement pour plus d'impacts...*) pourraient être également à terme envisagées.

Une attention toute particulière sera apportée **aux questions de genres et de transitions générationnelles** à travers la place et la contribution des femmes et des jeunes au développement agricole durable sur les territoires étudiés.

### 5.3. Des moyens régionaux au service de l'observatoire à Madagascar

**L'une des forces de ce projet d'observatoire des agricultures est de mettre à la disposition de l'équipe basée à Madagascar des ressources apportées par la PRÉRAD-OI et des compétences diverses pluridisciplinaires.**

La PRÉRAD-OI porte notamment le développement du système d'informations utilisé par le réseau des observatoires territoriaux et nationaux des agricultures de l'océan Indien. Elle mobilise des ressources humaines pour appuyer les observatoires territoriaux dans l'analyse et la gestion des données et dans le renforcement des capacités des partenaires.

Enfin, son rayonnement régional permettra de capitaliser et de partager les connaissances acquises et de traiter des questions communes aux différents territoires de l'océan Indien (stratégies dans l'adaptation des exploitations agricoles aux effets du changement climatique, adoption de pratiques agroécologiques, place des jeunes et des femmes dans l'agriculture, etc.) en mobilisant notamment les supports de communication qu'elle a mis en place depuis 2020.

#### Développer le système régional d'information de l'observatoire

- **L'élaboration de plans de gestion des données (PGD)** pour chacun des observatoires, et la rédaction, si nécessaire, d'accords de partage des données adaptés aux règles juridiques en vigueur ;
- le **développement à proprement dit du système d'information et de la plateforme** : la rédaction du cahier des charges fonctionnelles et techniques, la poursuite du développement de la base de données relationnelle, la création de différents profils d'utilisateurs, le

développement d'une interface adaptées aux besoins des utilisateurs, le développement de liens avec les API de la plateforme MEANS<sup>7</sup> pour le calcul d'indicateurs environnementaux avancés, le développement de requêtes adaptées aux différents utilisateurs, conception des options de représentation des données et des résultats (*data visualisation*), et la constitution d'une bibliographie réunissant l'ensemble des références et des sources mobilisées.

Cette activité aboutira à la mise en service, espérée pour fin 2023, d'un **système d'information dédié générique** (construit à partir du cadre méthodologique commun) et **partagé** par l'ensemble des usagers du réseau des observatoires des agricultures de l'océan Indien.

Plus précisément cet outil permettra, à partir des données primaires et secondaires collectées, de publier des bilans technico-économiques en appui au conseil ; des bilans d'exploitations simplifiés, de représenter tous ces résultats dans un format ergonomique. Le système d'information permettra en outre de représenter grâce à des typologies la diversité des profils des exploitations agricoles sur un territoire donné. Il proposera également des tableaux d'indicateurs (données agrégées) qui décrivent les différents types de systèmes d'exploitation suivis et leurs performances respectives. L'utilisateur pourra en outre consulter des indicateurs relatifs aux rendements, aux prix des intrants et des produits, aux coûts de la main d'œuvre, et obtenir des informations sur les itinéraires de production et les marges brutes pour un territoire donné.

Enfin, le système d'information offrira la possibilité d'apprécier l'impact de certains paramètres sur les performances des exploitations agricoles suivies (simulations prospectives, évaluation d'impacts sur les performances).

Finalement, l'ensemble de ces services contribueront à éclairer et guider les décisions des acteurs du développement rural et agricole dans l'océan Indien pour mettre en œuvre des actions, des investissements et des politiques adaptées à la réalité et à la diversité de chaque territoire.

### **S'appuyer sur une équipe pluri-disciplinaire mobilisée par la PRÉRAD-OI**

En plus d'assurer la coordination régionale et le développement du système d'information de l'observatoire, la PRÉRAD-OI mobilise une équipe ou « core team » Cirad qui accompagne à chaque étape le développement des observatoires territoriaux et le renforcement des capacités des partenaires, sur différentes dimensions.

Cette équipe basée à La Réunion et à Montpellier, dont la composition peut évoluer en fonction des besoins, réunit aujourd'hui les compétences suivantes : 1/ Sandrine Auzoux, informaticienne, qui pilote le développement du système d'information de l'observatoire ; 2/ Yannick Biard, ACViste qui accompagne notamment l'équipe sur toutes les questions liées à l'environnement et aux impacts environnementaux des objets étudiés ; 3/ Pierre-Marie Bosc, agroéconomiste, qui s'est attaché à la consolidation et à l'harmonisation du cadre méthodologique de l'observatoire et appuie, en transversal, l'équipe à chaque étape du projet ; il co-pilote le projet; 4/ Cédric Gaillard, économiste, accompagne l'équipe sur différentes dimensions qui sont la définition du système d'information, en

---

<sup>7</sup> Voir : <https://www6.inrae.fr/means/Outils-d-analyse-multicritere/Logiciels-MEANS>

co-coordonnant notamment la rédaction du cahier des charges fonctionnel avec Sandrine Auzoux, une dimension méthodologique (cadre), l'analyse des données et la définition des questions de recherche ; 5/ Louis Olié, économiste, apporte notamment un appui décisif sur l'analyse et la valorisation des données de l'observatoire et participe au renforcement des capacités de nos partenaires sur le terrain sur ces questions ; la création de son poste en 2022 atteste de la poursuite de l'intérêt et du soutien du Cirad en matière de dispositif d'Observation des transformations agricoles ; 6/ Isabelle Mialet-Serra, animatrice de la PRÉRAD-OI, qui coordonne et co-pilote le projet sur les dimensions stratégiques, géopartenariales et financières.

Cette équipe en fonction des besoins sera amenée à se déplacer sur Madagascar et venir notamment appuyer l'équipe locale de l'observatoire à Madagascar. Des moyens financiers à dimension régionale viendront alimenter l'observatoire des agricultures à Madagascar.

## 6. Références

- Banque centrale de Madagascar. (2020). *Rapport Annuel 2020*. <https://www.banky-foibe.mg/admin/wp-content/uploads/2021/08/Rapport-Annuel-2020-BFM.pdf>
- Bélières, J.-F., Bosc, P.-M., Bonnal, P., Losch, B., Marzin, J., & Sourisseau, J. M. (2014). *Les agricultures familiales du monde : Définitions, contributions et politiques publiques*. AFD. [http://publications.cirad.fr/une\\_notice.php?dk=574772](http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=574772)
- Bélières, J.-F., Rasolofo, P., Rivolala, B., David-Benz, H., Ratsaramiarina, O., & Rabevohitra, B. N. (2017). *Typologies d'exploitations agricoles à Madagascar et contributions méthodologiques : Synthèse finale pour le programme WAW* (p. 19). FAO & Cirad.
- CNAF (2019). Plan d'actions pour la décennie de l'agriculture familiale 2019 – 2028, Madagascar.
- Darras, A., Bélières, J.-F., Bosc, P.-M., Auzoux, S., Le Moine, L., & Mialet-Serra, I. (2021). *Variables et indicateurs du cadre harmonisé de l'Observatoire des Agricultures du Monde (OAM) : Définitions et descriptions à l'échelle de l'exploitation agricole et du ménage*. CIRAD. <https://agritrop.cirad.fr/597467/>
- David-Benz, H., Benoit-Cattin, M., & Ramboarison, R. (2010). *Evaluation du Réseau des Observatoires Ruraux à Madagascar*.
- FAO, & FIDA. (2019). *Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019 -2018 Plan d'action global*.
- INSTAT. (2021). *Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3)*.
- Randriamoria, J. N. (2015). *Projet TCP/MAG/3502 Country Stat Système Statistique Agricole et Alimentaire—Madagascar—Rapport Panorama* (p. 108). FAO.

Service des Statistiques Agricoles. (2007). *Recensement de l'agriculture : Campagne agricole 2004-2005* (Vol. 1-8).

Sourisseau, J.-M., Tsimisanda, H.-M., Bélières, J.-F., Elyah, A., Bosc, P.-M., & Razafimahatratra, H. M. (2014). *Les agricultures familiales à Madagascar : Un atout pour le développement durable*. s.n. <https://agritrop.cirad.fr/575694/>

## 7. Annexes

**Annexe 1- Inventaire non exhaustif des données agricoles disponibles à Madagascar ;**

**Annexe 2- Lettre de positionnement des organisations paysannes faitières malgaches et Compte-rendu des ateliers ;**

**Annexe 3 - Liste des organisations et acteurs rencontrés au cours de ces 20 mois de faisabilité.**

## Annexe 1- Inventaire non exhaustif des données et des bases de données agricoles existantes à Madagascar, identifiées au cours des entretiens avec les acteurs rencontrés

Contributeurs : Pierre-Marie Bosc, Vincent Garruchet, Isabelle Mialet-Serra, Louis Olié, Version de novembre 2022

Une revue critique des données et des bases de données disponibles sur Madagascar est conduite dans le cadre du projet régional d'Observatoire des agricultures de l'océan Indien. Cette revue n'a pas pour objectifs d'être exhaustive mais nous permet de cibler des données sur lesquelles nous pourrions capitaliser et que nous pourrions valoriser dans le cadre de cette construction, en fonction des problématiques à résoudre. Cette revue est à relier avec les rencontres et entretiens qui ont pu avoir lieu avec différents acteurs institutionnels et techniques malgaches du secteur agricole.

A ce stade, cela nous formulons plusieurs constats :

- 1. Il n'existe pas de système d'information actualisé permettant de décrire finement les structures et les performances des exploitations agricoles familiales à Madagascar ni *a fortiori* d'en produire des typologies régionalisées et d'en suivre l'évolution et les transformations attendues.**
  - Le RGA renseigne sur les structures des exploitations agricoles mais ne couvre pas leurs performances et n'a pas été reconduit depuis 2004 soit 18 ans.
  - Le ROR (Réseau des observatoires ruraux) qui a opéré entre 1995 et 2020 a permis de documenter de nombreuses situations de développement rural sans rechercher une représentativité statistique et en suivant une logique de réponse aux demandes d'informations liées à des interventions publiques. Les informations dont on dispose concernent des ménages ruraux et dans certains cas des panels ce qui permet de prendre en compte les évolutions dans le temps. On dispose donc dans plusieurs régions d'une base d'information sur des populations de 500 ménages environ avec comme limite l'absence de représentativité statistique.
  - Les enquêtes rapides (ERPASA) sont récentes, couvrent 20 régions et sont destinées à avoir une estimation rapide des récoltes et de la sécurité alimentaire avec un volet sur l'impact du Covid puisque réalisées depuis 2019-2020 seulement.
  - L'ODR est centré sur le suivi des prix du riz et sur les acteurs économiques de la filière, il ne concerne que marginalement les exploitations agricoles.
  - Plusieurs projets de recherche conduits par le Cirad ont comme objet central les ménages et les exploitations agricoles : ils concernent des échantillons de taille variable (pas moins de 100 et jusqu'à 600 unités d'observation).
- 2. Les données du ROR et celles des travaux du Cirad sont globalement compatibles avec le cadre méthodologique de l'Observatoire des agricultures de l'océan Indien.** Elles fournissent des bases de références intéressantes comme situation de référence mais leur couverture est loin de pouvoir donner une image actualisée et représentative de la diversité des exploitations agricoles malgaches.
- 3. Outre leur caractère très lacunaire ces données ne sont pas facilement accessibles pour les acteurs du développement.** L'accessibilité ne correspond pas uniquement à la possibilité pour les acteurs de disposer des jeux de données sous la forme d'une base de données. L'accessibilité suppose aussi la possibilité de disposer d'une information traitée, intelligible et utile sur le terrain, ce qui est loin d'être le cas.

Base de données	Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
RGA	Recensement général de l'agriculture (la précédente date de 1984-1985) mené par le MAEP. Documents disponibles : base de données, rapports sur différentes thématiques (tome 1 généralités, méthodologie, tome 2 population et exploitations agricole, tome 3 parcelles et superficies des cultures, tome 4 cheptel animal, tome 5 matériels et équipements, tome 6 pêche et aquaculture, tome 7 dimension genre, rapport sur les enquêtes connexes), questionnaires.	2004-2005	National	51.212	Exploitation agricole	Représentatif au niveau district	Fokontany	Excel, Logiciel IBM SPSS pour le traitement	MAEP, Statagri  Joceline SOLONITOMP OARINONY, Chef STATAGRI  Email : solonijj@gmail.com  Téléphone : 0340561048	OUI	Valorisable  Non intégré
INSTAT RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation mené par l'INSTAT (précédent recensement en 1993).  Les données issues du RGPH-3 sont analysées à travers 17 thématiques : Etat, structure et répartition spatiale de la population ; Langue parlée, alphabétisation, instruction et scolarisation ; Caractéristiques économiques de la population ; Caractéristiques des ménages et structure familiale ; Habitation et cadre de vie de la population ; Etat matrimonial et formation/dissolution des couples ; Natalité et fécondité ; Niveau, tendances et caractéristiques de la mortalité ; Migrations ; Situation urbaine et précarité résidentielle ; Situation des enfants et des jeunes ; Situation de la femme ; Conditions de vie des personnes âgées ; Situation des personnes vivant avec un handicap ; Mesure et cartographie de la pauvreté non-monnaire de la population et des ménages ; Ménages agricoles ; L'évaluation de la qualité des données du RGPH-3. Bases de données publiques sous SPSS : <a href="https://www.instat.mg/autres/rgph-3">https://www.instat.mg/autres/rgph-3</a>	2018	National	?	Ménage	Exhaustif	Zone de dénombrement	SPSS	INSTAT	?	Non intégré
ERPASA	Les « évaluations rapides de la production agricole et de la sécurité alimentaire » (ERPASA) sont des enquêtes annuelles menées par le MAEP, le BNGRC avec l'appui de la FAO et du PAM. Objectifs de l'enquête : évaluation du niveau des productions vivrières durant la campagne agricole 2019/2020, évaluation de la sécurité alimentaire, appréciation des impacts des différents chocs (sécheresse, inondation, COVID19) sur la situation alimentaire des ménages. Méthodologie, 3 approches combinées : 1) évaluation rapide du niveau des productions par la constitution de focus group et la collecte de données auprès de personnes ressources (11 régions), 2) évaluation des productions par des enquêtes individuelles auprès d'un	2019-2020	National (20 régions)	Enquête auprès de 1512 ménages dans 11 régions  83 focus group (20 régions)	Ménage	?	?	?	Statagri (MAEP), FAO, PAM  Les données brutes sont probablement détenues par le PAM (pas	?	Non intégré

Base de données	Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
	échantillon de ménages agricoles avec un volet sur les impacts du COVID-19 et des enquêtes de groupe (6 régions), 3) évaluation des récoltes, évaluation des impacts du COVID-19 et évaluation de la situation alimentaire des ménages en plus des focus group. (Appliquée aux régions sensibles à l'insécurité alimentaire : Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana et Vatovavy Fitovinany).								encore de confirmation).  Un rapport en PDF est disponible.		
ODR	L'observatoire du Riz est un outil de suivi des prix du riz sur les marchés (prix moyen du paddy, prix moyen du riz blanc local, prix moyen du riz importé) dans chaque district. L'ODR produit également une liste des variétés de riz local les plus vendues par région. Pour chaque région, l'ODR propose une analyse des causes de la variation du prix sur la période (en fonction de l'actualité).	Depuis 2005	National	NA	NA	NA	NA	?	RAKOTOARISO A Bruno, Chef de la Cellule de l'Observatoire du Riz (ODR), rattaché au SG/MINAE  Tél : +261 34 05 030 88  Mail : mbrunorak@gmail.com  Données brutes détenues par STATAGRI	Oui, données récupérées	Données intéressantes pour avoir des références sur les prix du riz dans le pays
FoodSec Semences	Objectif : Améliorer l'accès des paysans à des semences et des plants sains, si possible certifiés, de variétés de manioc, de pomme de terre, de maïs et de légumineuses, adaptées aux conditions agroécologiques locales et dont la qualité nutritionnelle est améliorée. Relancer une filière régionale de semences et de plants sains à des fins alimentaires et nutritionnelles, par le renforcement des compétences et des moyens des partenaires locaux. Le projet est réalisé dans le cadre du programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région océan Indien (SANOI). Cofinancé par le CIRAD et l'Union européenne en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien au titre du 11ème Fond Européen de Développement (FED). A Madagascar, le projet est réalisé avec le FOFIFA (multiplication des semences de maïs, haricot et manioc) et le FIFAMANOR (pomme de terre).	2020-2025	?	?	?	?	?	?	Jérémy Salinier, Coordinateur du projet  <a href="mailto:Jeremy.salinier@cirad.fr">Jeremy.salinier@cirad.fr</a>	?	?
DINAAMICC	Démarches Intégrées et Accompagnement pour une Agriculture familiale à Madagascar Innovante et résiliente aux Changements Climatiques	2022-2025	Analamanga , Itasy, Vakinankaratra	?	?	?	?	?	Bertrand Muller, coordinateur	?	?

Base de données	Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
	Initiative conjointe des programmes GCCA+ & DeSIRA sur la mitigation et l'adaptation aux changements climatiques, une agriculture durable pour des systèmes alimentaires essentiels et des chaînes de valeur pérennes. Projet financé par l'UE à hauteur de 4,15 millions d'euros. Produit 1 : Une connaissance approfondie des situations et des contraintes que subissent les EAF du fait des évolutions climatiques et pressions anthropiques, et de l'intérêt des actions d'adaptation, est acquise et partagée par les acteurs du développement et de la recherche.								du dP SPAD, projet DESIRA  bertrand.mulle r@cirad.fr  Tel : + 261 (0)32 07 235 96		
TPP Agroecological Viability	Evaluation des pratiques agroécologiques au niveau des exploitations agricoles sur des critères de productivité, revenu, sécurité alimentaire des ménages et travail, dans des territoires/régions. L'étude mobilise quatre partenaires : le CIRAD, le FOFIFA, le GSDM, et AfricaRice dans le cadre du dP SPAD.  Echantillon : exploitations agricoles familiales tiré au hasard pour partie dans la liste des bénéficiaires de l'appui du projet de diffusion des techniques agroécologiques et pour partie dans la liste des exploitations de l'unité administrative (le fokontany).  <a href="https://www.dp-spad.org/projets/en-cours/tpp-agroecological-viability">https://www.dp-spad.org/projets/en-cours/tpp-agroecological-viability</a>	2021- 2022	Moyen Ouest et les Hautes Terres de la région Vakinankaratra, Sud Est de la région Atsimo Antsinanana (district de Farafangana)	?	Ménages / exploitations ?	?	?	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	A récupérer	Non intégré
Eco Africa	Le projet EcoAfrica (voies d'intensification écologiques pour l'avenir de l'intégration agriculture-élevage en Afrique) est un projet de recherche financé par l'Union africaine et l'Union européenne sur la période 2018 - 2022. Il se termine et a permis d'améliorer les connaissances sur la gestion des ressources organiques et les transferts de fertilité induits par les pratiques agricoles dans les systèmes culture-élevage des exploitations familiales, des Hautes Terres pour la partie malgache.  <a href="https://www.cirad.fr/en/worldwide/our-regional-offices/southern-africa-and-madagascar/actualites-afrique-australe-et-madagascar/projet-ecoafrika-deux-sessions-de-restitution-des-resultats-en-juillet">https://www.cirad.fr/en/worldwide/our-regional-offices/southern-africa-and-madagascar/actualites-afrique-australe-et-madagascar/projet-ecoafrika-deux-sessions-de-restitution-des-resultats-en-juillet</a>	2018- 2022	?	?	EA-MA ?	?	?	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	A récupérer	Non intégré
CASEF-Lait production	Cette BDD est composée de 2 de jeux données—Production et Consommation. Ces données ont été collectées auprès des exploitations/ménages agricoles (Production), et des individus et des détaillants laitiers (Consommation) à Madagascar. Ces enquêtes ont été réalisées dans le cadre du Projet de croissance agricole de sécurisation foncière (CASEF), entièrement financé intégralement par la Banque Mondiale.	2015- 2018	Vakinankaratra, Itasy	602	EA - MA	Oui	Commune	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré

Base de données	Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
CASEF-Lait consommation		2019	Antsirabe, Antananarivo	589   17	Individus Détaillant	x	x	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré
CASEF-Pommes de terre		2018-19	Vakinankaratra, Analamanga, Itasy	130	EA - MA	x	x	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré
PADAP	Cette BDD est constituée à partir des données récoltées auprès des exploitations/ménages agricoles. Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'études préparatoires du Projet d'Agriculture Durable par une Approche Paysage (PADAP) dans la région d'Analanjirifo à Madagascar.	2018	Analanjirifo	180	EA - MA	x	x	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré
Secure	La BDD est issue de données collectées portant sur les pratiques agroécologiques des fermiers malgaches. Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'un projet multidisciplinaire dénommé SECuRE qui a pour objectif de fournir des pratiques agroécologiques dites SFR (Soil Function Restoration) basées à la fois sur la connaissance locale et la connaissance scientifique et destinées à accroître les performances agronomiques, socio-économiques et écologiques des agrosystèmes agroécologiques.		Antananarivo, Vakinankaratra	x	EA - MA	Oui	Fokontany	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré
Rural-Struct (RSHS)	Cette BDD est constituée de 7 jeux de données filières provenant de pays en développement dont Madagascar. Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'un programme d'étude économique et sectoriel à caractère interrégional portant sur les dimensions structurelles de la libéralisation dans l'agriculture et le développement rural, financée par la Banque Mondiale, le FIDA, le Cirad et l'AFD. Données sur le site de la BM : <a href="https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/670">https://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/670</a>	2007-8	Alaotra, Morondava, Itasy, Antsirabe	2018	MA	Oui	Régions	MS Access	Cirad, Art-Dev, Jean-François Bélières	Données récupérées	Intégré
Manamora	Base de données géo-référencées élaborée dans le cadre du projet d'appui à la diffusion des techniques agro-écologiques à Madagascar, à la demande du GSDM et de la FAO.	2012 - x	?	?	?	?	?	?	Cirad, UR Aïda GSDM	?	?
CEFFEL SIEL (FIFATA)	Système de suivi des prix des fruits et légumes sur les marchés à Madagascar (création en 2006). Suivi de 37 marchés dans 11 régions. Relevés de prix (min, max et moyen) 1 fois par semaine auprès de 7 vendeurs sur chaque marché (marchés de gros, demi-gros et détail) pour chaque produit suivi. Le système dispose d'une base de données en ligne alimentée par les releveurs de prix sur les marchés. Les producteurs et les collecteurs abonnés reçoivent les informations	Depuis 2006	11 régions	NA	NA	NA	NA	BDD en ligne Exports possibles en .xls	Ida ou bien Christien Christien ANDRIANTIAN A	Oui	Données intéressantes pour avoir des références sur les prix des légumes et des fruits

Base de données	Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
	directement par mail ou par sms (1000 destinataires environ) et peuvent consulter une page Facebook où figurent les informations sur les prix. <a href="https://siel.base-ceffel.com/#/login">https://siel.base-ceffel.com/#/login</a>								Responsable Conseil économique – CEFFEL  +26133020190 0  ceffel.christien@gmail.com		
Réseau SOA Enquête 2022	Enquête exploratoire auprès de 300 exploitations agricoles dans 3 régions de Madagascar. Cette enquête s'inscrit dans le cadre de la phase de faisabilité de l'observatoire des agricultures à Madagascar menée conjointement par Afdi, Réseau SOA et le Cirad (PRéRAD-OI). Cette enquête s'appuie sur un questionnaire et une base de données fournis par Jean-François Bélières et adaptées en partenariat avec Réseau SOA et Vincent Garruchet, avec l'accompagnement de Jean-François Bélières.	2022	Analamanga, Bongolava, Diana	300	Exploitation agricole	Non	Fokontany	Access, Excel, Stata	Vincent Garruchet, Louis Olié, Gérard Andriamandim by	Oui	Intégré
Réseau SOA EAF 2013	Base de données liée à l'enquête sur les exploitations agricoles familiales de SOA réalisée en 2013 dans le cadre de la préparation de l'année internationale de l'agriculture familiale de 2014. 151 exploitations enquêtées dans 6 régions.	2013	Haute- Matsiatra, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Andrefana, Bongolava, Analamanga, Menabe	151	Exploitation agricole	Non	?	Sphynx	Gérard Andriamandim by, Directeur Réseau SOA	Non	Non
Réseau SOA Jeunes	Une base de données (format Excel) liées aux activités d'installation des jeunes réalisées par le Réseau SOA	En cours	?	?	?	Non	?	Excel		Non	Non
Observatoire du foncier	??										

#### Le ROR – Réseau des observatoires ruraux

Description Thématiques et contenu	Année	Région	Taille de l'échantillon	Unité d'observation	Représentativité statistique	Echelle d'observation (spatiale)	Format des données	Responsable, contact, organisation	Accessibilité des données (Oui, Non)	Statut vis-à-vis du SI Observatoire
Le Réseau des observatoires ruraux (ROR) constituait un dispositif de suivi et d'analyse des conditions de vie des ménages ruraux. Le dispositif est né d'un projet pilote notamment porté par l'IRD, en 1995. Le ROR est officiellement créé en 1999 et dissout en 2020.	1995-2020	Voir détails ci-dessous	Enquête de panel auprès de 500 ménages sur chaque site	Ménages ruraux (et non l'exploitation agricole)	Non, choix de représenter des situations dans	Hameau	?		Données récupérées	Pas encore intégrées, analyse

<p>Le ROR est composé d'une cellule permanente et de plusieurs observatoires ruraux (13 à 17 observatoires actifs par an, 4 actifs en 2016) implantés dans différentes régions et qui réalisent chacun des enquêtes annuelles de panel auprès de 500 ménages. Le dispositif ne vise pas la représentativité statistique mais à documenter la diversité des situations nationales. Il permet de construire des typologies des ménages ruraux et d'analyser les comportements des ménages face aux contextes sociaux, économiques et aux chocs.</p> <p>Les objectifs du dispositif sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Appréhender l'aspect démographique et social du milieu rural avec la description de la composition du ménage, leurs activités principales et secondaires, le niveau d'éducation, les migrations, la vie associative, le capital social,</li> <li>2) Suivre l'évolution des conditions de vie avec des éléments sur les niveaux de vie, les transferts ou les modes d'épargne et d'emprunts,</li> <li>3) Evaluer les facteurs de production à disposition des ménages et évaluer la production agricole avec des éléments sur le capital foncier, les niveaux d'utilisation d'intrants agricoles, les performances agricoles avec les destinations primaires des productions et les revenus correspondants</li> <li>4) Suivre l'évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité à travers des modules mesurant les dépenses domestiques, d'exploitation et d'investissement du ménage et de sa situation alimentaire.</li> </ol> <p>Les observatoires utilisent un questionnaire de 16 pages (un millier de variables environ) et réalisent également une enquête communautaire annuelle qui fournit des informations générales sur chaque site ce qui permet de bien « contextualiser » les évolutions observées au niveau des ménages (caractérisation de la région, localisation et caractérisation physique et économique des sites ; Informations structurelles et éléments conjoncturels sur les différents aspects de la vie de la collectivité : campagne agricole, environnement social et culturel, santé, éducation, sécurité, appui au développement et OP, prix des produits.)</p> <p>Gestion de données : Pas de base de données qui centralise et stocke toute l'information ; mais autant de fichiers qu'il y a d'enquêtes.</p> <p>Livrables annuels : analyse annuelle comparative de l'ensemble des observatoires (les cahiers du ROR), un bulletin périodique (le petit Obs), études et communications scientifiques approfondies.</p> <p>Documents notables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation du Réseau des Observatoires Ruraux à Madagascar, David-Benz et al., 2010</li> <li>- Les observatoires ruraux à Madagascar, Droy et al., 2000, <a href="http://www.dial.prd.fr/dial_publications/STATECO/pdf/95/95_7.pdf">http://www.dial.prd.fr/dial_publications/STATECO/pdf/95/95_7.pdf</a></li> <li>- Colloque 2016, <a href="https://resiliences.ird.fr/nos-actualites/colloques/les-observatoires-ruraux-de-madagascar-un-systeme-d-information-pour-le-developpement-rural#chapitre_3">https://resiliences.ird.fr/nos-actualites/colloques/les-observatoires-ruraux-de-madagascar-un-systeme-d-information-pour-le-developpement-rural#chapitre_3</a></li> </ul>	<p>Voir détails ci-dessous</p>		<p>d'observation (5 à 10% de renouvellement chaque année)</p>		<p>des localités données</p>					<p>critique en cours par Louis</p>
--	--------------------------------	--	---	--	------------------------------	--	--	--	--	------------------------------------

Observatoire	Région	Début	Fin	Financement	Opérateur
Maroaloke	Androy	1995	1995	MADIO EU (projet reliance du Sud)	Equilibre
Tuléar Littoral	Atsimo-Andrefana	1995	2001	MADIO / COOP FR	MADIO / INSTAT
Antalaha	Sava	1995	2002	MADIO / COOP FR	MADIO / INSTAT
Antsirabe	Vakinankaratra	1995	2007	MADIO / COOP FR puis FIFAMANOR, puis Rural Struct	MADIO / INSTAT
Marovoay	Boeny	1995	?	MADIO puis UPDR, COOP FR, AFD	Majesty
Bekily	Androy	1999	2001	GTZ (projet sécurité alimentaire)	Équipe projet
Manjakandriana	Analamanga	1999	2002	UPDR / COOP FR AFD	Majesty
Antsohihy	Sofia	1999	2004	UE	FERT / Aratra
Tsiroanomandidy	Bongolava	1999	2004	UE (projet FERT)	Aratra
Tulear PSO	Atsimo-Andrefana	1999	?	UPDR / COOP FR AFD	Majesty
Ambatodrazaka	Alaotra-Mangoro	1999	2007	UPDR / COOP FR AFD	Majesty
Ambovombe	Androy	1999	?	UE / SIRSA	Somontsoy (ONG)
Farafangana	Atsimo-Atsinanana	1999	?	UE / SIRSA	Agro-Action
Fenerive-Est	Analanjirifo	1999	?	UPDR / COOP FR AFD	Matiadevy
Belon' I Tsiribihina	Menabe	2000	2001	SAHA	Kilibé (ONG)
Fianarantsoa	Haute-Matsiatra	2000	2002	SAHA	INSTAT
Soavinandriana	Itasy	2000	?	SAHA	Fampita
Mahanoro	Atsinanana	2000	?	UPDR / COOP FR	Matiadevy
Tsivory	Androy	2002	?	FIDA (PHPM)	Kiumba
Tanandava	Atsimo-Andrefana	2003	2003	PRBM (rehabilitation Bamamboky)	Soft Care & INSTAT
Manandriana	Aoron'i Mania	2003	?	COOP Suisse (SAHA)	Fampita
Morondava	Menabe	2003	?	COOP Suisse (SAHA)	Fampita
Ihosy	Ihorombe	2005	?	UE / SIRSA	Projet Lalana (GTZ)
Tolagnaro	Anosy	2005	2008	QMM	Care



Manakara	Vatovavy Fitovinany	2005	?	UE / SIRSA	Interaide
Ambohimahaso	Haute-Matsiatra	2005	?	UE / SIRSA	Matiadevy

**Lettre de positionnement des organisations paysannes faitières malagasy en faveur du projet d'observatoire des agricultures de Madagascar**

\*

Nous, les 06 organisations paysannes faitières nationales des 22 régions de Madagascar (CPM, Réseau SOA, FVTM, FIFATA, KOLOHARENA, FEKRITAMA), qui représentons les 14 912 associations d'agriculteurs de base et 529.250 familles de producteurs à travers l'île, tenons à rappeler que près de 80% de la population de notre pays exerce une activité agricole. Ces agriculteurs et ces agricultrices, et en particulier les exploitations familiales qui représentent l'écrasante majorité du secteur, jouent un rôle déterminant dans la sécurité et la souveraineté alimentaire de notre pays, mais également dans la création d'emplois, dans la gestion et la préservation de nos ressources, de nos paysages, de nos écosystèmes et de notre culture.

Malgré l'importance de leurs contributions à la vie de notre pays, les exploitations agricoles familiales sont mal connues. En effet, les données et les statistiques agricoles disponibles sont trop souvent partielles, éparses et datées – à titre d'illustration, le dernier recensement général de l'agriculture a été effectué en 2004 – et ne permettent pas de connaître précisément la diversité des profils des exploitations agricoles existantes à Madagascar. D'autre part, si le recensement est utile à la connaissance des structures des exploitations agricoles, il ne renseigne pas du tout sur leurs performances à l'égard des enjeux du développement durable. Enfin, ces données ne sont généralement pas accessibles aux organisations du secteur agricole.

Ainsi, l'insuffisance des informations disponibles entraîne plusieurs effets négatifs. Elle entrave d'abord l'action des acteurs du développement rural (accompagnement des producteurs, conseils, formations, etc.) tout en limitant fortement la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'investissement adaptées à la diversité des exploitations agricoles présentes sur un territoire. De nombreux travaux et expériences ont d'ailleurs montré le réel besoin d'un dispositif fournissant des informations sur les transformations des agricultures et destiné en premier lieu aux exploitants agricoles eux-mêmes ainsi qu'à leurs représentants réunis au sein des organisations paysannes fédératives.

Ce besoin a été reconnu par la FAO et le FIDA puisqu'il figure sous le Pilier 4 du Plan d'action global pour la décennie de l'agriculture familiale (Renforcer les organisations et les capacités des agriculteurs familiaux à générer des connaissances, à représenter les exploitants et à fournir des services inclusifs dans le continuum urbain-rural). De plus, le Comité national de l'agriculture familiale malgache (CNAF), créé en 2015 à la suite de l'année internationale de l'agriculture familiale en 2014, a inscrit dans son Plan d'action pour la décennie de l'agriculture familiale l'objectif de développer des liens étroits avec des dispositifs tels que l'observatoire des agricultures de l'océan Indien pour assurer la production, la consolidation et l'analyse de données agricoles.

\*\*

Nous, organisations paysannes faitières de Madagascar, reconnaissons que la création d'un observatoire des agricultures de Madagascar, intégré à l'observatoire des agricultures de l'océan Indien, offre un cadre d'action et des ressources concrètes pour répondre à cette problématique.

*J. F. M. C.*

En effet, l'observatoire des agricultures de l'océan Indien, projet soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et coordonné par le Cirad à travers la Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRéRAD-OI) vise à faire émerger un réseau d'observatoires dans l'océan Indien (Madagascar, Maurice, La Réunion, l'Union des Comores et les Seychelles) et s'appuie pour cela sur les acquis méthodologiques de l'Observatoire des agricultures du monde, une initiative internationale coordonnée par la FAO et soutenue par le FIDA, l'aide Française et le Cirad.

A Madagascar, cet observatoire pourrait, à titre d'exemple, élaborer des typologies des exploitations agricoles présentes sur les territoires étudiés, identifier les facteurs qui influencent leurs performances socio-économiques et environnementales, observer l'évolution au cours du temps de leurs activités, et caractériser leurs besoins en investissements. L'observatoire pourrait également travailler sur les problématiques liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des exploitations familiales, sur l'impact de leurs activités sur les ressources naturelles et l'environnement, ou encore sur l'adaptation de leurs pratiques aux effets du changement climatique.

Ces connaissances éclaireront nos décisions, tout en facilitant la création d'outils adaptés aux activités de conseil et d'accompagnement de nos membres sur le terrain (itinéraires technico-économiques, outils de *benchmarking*, etc.). Enfin, une meilleure compréhension de la diversité et des besoins des exploitations agricoles nous permettra de mieux défendre les intérêts de l'agriculture familiale malgache auprès des décideurs politiques.

\*\*\*

Suite à notre participation à l'atelier de définition initiale du projet d'observatoire des agricultures de Madagascar les 30 mars et 7 avril 2022 à Antananarivo, nous nous engageons à participer à la création de cet observatoire et à prendre une part active dans ses activités et son fonctionnement.

Nous nous joindrons également à l'effort collectif pour mobiliser les ressources humaines, financières, matérielles et techniques nécessaires à la création de cet observatoire.

Enfin, nous affirmons notre volonté de participer pleinement à sa gouvernance en identifiant collectivement les activités à mettre en œuvre, les problématiques et les territoires à étudier, et en formulant des attentes sur les livrables et résultats attendus.

Antananarivo, le

Signatures

CPM

Fekritama

FIFATA

FVTM

Koloharena

Réseau SOA



HERIANTANAIN MABEJA



RAKOTONIRAINY RABE

RAZAFIMBOLOLONA HETANE

RANDAIGNARIVOLO JULIE



RAZAFIMBOLOLONA Angeline  
PRÉSIDENT du RESEAU SOA

## Compte-rendu de l'atelier de définition initiale de l'observatoire des agricultures de Madagascar

**Date** : 30 mars et 7 avril 2022

**Lieu** : CNEAGR, Nanisana, Antananarivo, Madagascar

**Participants** :

- Les représentant.e.s des 6 organisations paysannes faïtières de Madagascar : CPM, Fekritama, FIFATA, FVTM, Koloharena, et Réseau SOA
- Fanja Ralamboranto, Représentante d'Afdi Madagascar
- Vincent Garruchet, chargé d'études pour l'Observatoire des agricultures de l'océan Indien à Madagascar

### Présentation de l'atelier

Les 30 mars et 7 avril 2022, les 6 organisations paysannes faïtières de Madagascar (CPM, Fekritama, FIFATA, FVTM, Koloharena, et Réseau SOA) se sont réunies au CNEAGR à Nanisana, Antananarivo, pour participer à un atelier portant sur la définition d'un observatoire des agricultures à Madagascar, intégré au projet d'Observatoire des agricultures de l'océan Indien.

Sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI), l'observatoire des agricultures de l'océan Indien est un projet coordonné par le Cirad à travers la Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI). Il s'appuie sur les acquis méthodologiques de l'initiative internationale Observatoire des agricultures du monde, dont le secrétariat est hébergé par la FAO à Rome et soutenue par le FIDA, l'aide Française, le Cirad et la FAO, et vise à faire émerger un réseau d'observatoires dans l'océan Indien (Madagascar, Maurice, La Réunion, l'Union des Comores et les Seychelles).

A Madagascar, une étude de faisabilité est en cours pour déterminer les conditions de mise en œuvre d'un observatoire des agricultures, identifier ses partenaires et définir ses activités. Cette étude repose sur un partenariat initial entre la PRÉRAD-OI (Cirad), Afdi Madagascar et Réseau SOA, ainsi que sur des relations étroites avec le CNAF et ses organisations paysannes fédératives. En effet, la stratégie adoptée est d'œuvrer à la construction d'un dispositif porté et mis en œuvre par les organisations paysannes pour répondre à leurs besoins en matière d'informations sur les exploitations agricoles et leurs performances.

Grâce à la présence et à la participation active des organisations paysannes faïtières de Madagascar, cet atelier constitue une étape importante dans la définition du projet d'observatoire des agricultures à Madagascar. Plus spécifiquement, l'atelier visait à :

- 1) Présenter et partager le cadre de travail commun lié à l'observatoire, aux méthodes et aux notions qu'il mobilise ;
- 2) Identifier et présenter les activités de collecte et d'analyse de données sur les exploitations agricoles déjà mises en œuvre par les organisations paysannes (pour répondre à quels objectifs ou besoins, avec quelles méthodes, avec quels moyens, et en faisant face à quelles limites et difficultés) ;

- 3) Identifier des thématiques et des problématiques communes sur lesquelles l'observatoire pourrait travailler ;
- 4) Obtenir l'accord des organisations paysannes pour rédiger et signer une note d'opportunité en faveur de la création d'un observatoire des agricultures à Madagascar.

### Compte-rendu des activités et des discussions

#### *Séquence 1 : L'observatoire, un cadre commun de production de connaissances*

1. Définition des termes et des concepts : données, agriculture familiale, exploitation agricole, ménage, observatoire, etc.

- Données : Une donnée est le résultat d'une observation ou d'une mesure faite sur une population, ou sur un phénomène (par exemple : la température en degrés Celsius relevée aujourd'hui à Nanisana).
- Base de données : Une base de données est un ensemble de données stockées de façon : persistante, de redondance minimale, exhaustive, structurée et gérée grâce à un système de gestion.
- Observatoire : Un observatoire est une organisation créée pour étudier et produire des connaissances sur un phénomène spécifique. Par exemple : un observatoire astronomique sert à étudier le mouvement des étoiles, l'observatoire du riz étudie l'évolution des cours du riz à Madagascar.
- Exploitation agricole familiale : Une exploitation agricole familiale est une unité de production agricole qui comprend tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée essentiellement pour la production agricole. L'exploitation est dite familiale si l'essentiel de la main d'œuvre utilisée est familiale.

2. Présentation des possibilités offertes par l'observatoire (description des structures et des performances des exploitations agricoles, évolution dans le temps, typologie), quelques focus sur le cadre harmonisé

3. Illustration concrète avec une présentation du travail mené par SOA et Afdi

#### *Séquence 2 : La collecte et l'analyse de données sur les exploitations agricoles par les organisations paysannes*

**Objectif** : Cette séquence vise à réaliser un inventaire collectif des activités de collecte de données menées par les OP, et faire émerger des pratiques et des besoins communs.

**Consigne** : A partir du questionnaire de préparation, chaque organisation paysanne faitière présente les activités de collecte et d'analyse de données en utilisant un canevas qui leur est indiqué le jour de l'atelier. Ce canevas permet de présenter :

- Les objectifs de la collecte de données ;
- La méthode utilisée ;
- Les moyens mobilisés (humains, matériels, financiers) pour la collecte et l'analyse ;
- Les limites et les difficultés rencontrées, les solutions apportées.

Au terme des présentations, une discussion collective de synthèse a lieu.

*Objectifs : pourquoi collectez-vous des données ?*

CPM / FTM	<p>Avoir une base de données</p> <p>Connaître les filières importantes</p> <p>Fanapahan-kevitra ho avy / prendre des décisions</p>
Fekritama	<p>Connaître les forces – faiblesses – opportunités – menaces des membres (mpikambana)</p> <p>Connaître les besoins (filana) des membres</p> <p>Observer les types de membres = avoir une typologie des exploitations / Ahitana ny karazan'ny mpikambana</p>
FIFATA	<p>Faire du reporting, base de données</p> <p>Pour conseil agricole</p> <p>Pour le pilotage des structures et des activités</p> <p>Pour le plaidoyer</p>
FVTM	<p>Compter et identifier les membres, connaître leurs activités</p> <p>Compter et identifier les leaders régionaux</p> <p>Identifier les besoins</p>
Koloharena	<p>Coûts de production rizicole (riz bio à l'hectare)</p> <p>Système de production: les techniques, les quantités, etc.)</p> <p>Nombre de participants</p>
Réseau SOA	<p>Connaître le profil des membres</p>

	<p>Répondre aux besoins des membres (services aux membres)</p> <p>Faire du plaidoyer</p> <p>Avoir une base de données pérenne (maharitra)</p> <p>Recueillir les avis et les idées (handraisana fanam-pahankevitra)</p>
Commun	<p>GESTION :</p> <p>Développer un système de gestion de l'information efficace : gérer les informations relatives aux membres, faire du reporting, organiser et suivre les activités, etc.</p> <p>ANALYSE :</p> <p>Connaître le profil des membres (typologie) et comprendre leurs activités et leurs besoins, pour pouvoir offrir des services</p> <p>Mieux connaître le secteur agricole : produire des connaissances sur les filières, les coûts et les systèmes de production.</p> <p>DECISION et ACTION :</p> <p>Prendre des décisions pour définir et orienter les activités : conseil agricole, plaidoyer, faire circuler les idées, etc.</p>

*Moyens et méthodes*

CPM / FTM	<p>Ordinateurs, taxi-brousse</p> <p>Réunions, téléphones, mails, circulaires</p> <p>Questionnaires</p> <p>Agents</p> <p>Traitement au niveau du siège</p>
Fekritama	<p>Réunions, rencontres, porte à porte auprès des exploitants</p>

	<p>Distinction canevas</p> <p>Mobilisation des paysans relais</p> <p>Archivage</p>
FIFATA	<p>Moyens :</p> <p>RH : paysans relais, paysans leaders, techniciens, responsable suivi-évaluation</p> <p>Ressources matérielles et techniques : vélo, fiches et cahier, motos, tablettes et ordinateurs</p> <p>Ressources financières : budget</p> <p>Méthode :</p> <p>Collecte auprès des membres en continu et remontée tous les 3 mois à FIFATA, collecte par les PR, PL et techniciens</p>
FVTM	<p>Elus, techniciens, bénévoles</p> <p>Réunions</p> <p>Projets</p> <p>Taxi-brousse, ordinateurs</p>
Koloharena	<p>Réunions</p> <p>Matériels didactiques</p> <p>SMS téléphone</p>
Réseau SOA	<p>Techniciens (OPF, OPR)</p> <p>Membres échantillon</p>

	<p>Partenaires</p> <p>Formation</p> <p>Echanges</p>
Commun	<p>RESSOURCES HUMAINES</p> <p>Un réseau d'exploitants agricoles sur le terrain, des paysans leaders et des paysans relais</p> <p>Des techniciens agricoles, des élus au sein des OPR</p> <p>Les élus et le personnel des OPF au niveau national</p> <p>RESSOURCES MATERIELLES, TECHNIQUES ET FINANCIERES</p> <p>Communication (téléphones, tablettes, ordinateurs, mails, etc.)</p> <p>Transport (vélo, moto, taxi-brousse)</p> <p>Partenariat et projet</p>

*Données : quelles données recueillez-vous ?*

CPM / FTM	<p>Surfaces, filières, production</p> <p>Techniques et intrants</p> <p>Stockage et marché</p>
Fekritama	<p>SWOT des membres</p>

	<p>Classification des membres</p> <p>Besoins, orientations</p> <p>Filières potentielles pour les OPR</p>
FIFATA	<p>Information sur les membres (nom, genre, etc.)</p> <p>Informations sur les activités réalisées en tenant compte des aspects genre (formations, vaccination, etc.)</p> <p>Informations sur les productions dans toutes les filières pratiquées</p>
FVTM	<p>Différents types de filières pratiquées par les membres, surface</p> <p>techniques de production</p> <p>problèmes rencontrés par les producteurs</p>
Koloharena	<p>Coûts de production moyens</p> <p>Mode de plantation</p> <p>Echange</p>
Réseau SOA	<p>Structure de l'exploitation (firafitry ny famokarana)</p> <p>Techniques utilisées pour la production (karazana teknika mpamokarana)</p> <p>Evolution (fivoarana) des revenus (vola miditra) et des dépenses (vola fandaniana)</p> <p>Ressources et sources de financement des ménages (loharanom-bolam-pianakaviana)</p> <p>Commercialisation et ventes</p>

Commun	<p>Les données qui intéressent les OP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'identification des membres: genre, âge, adresse, situation matrimoniale, etc.</li> <li>- La structure des exploitations: membres des ménages, matériels, bâtiments, foncier, etc.</li> <li>- Les activités productives: filières pratiquées, charges de production, destination de la production, revenus de l'exploitation, etc.</li> <li>- Les besoins des membres, les problèmes rencontrés, les solutions et les innovations proposées.</li> </ul> <p>Attentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les forces et faiblesses des exploitations (diagnostic stratégique)</li> <li>- Identification des opportunités (filières porteuses)</li> <li>- Typologie des membres</li> </ul>
--------	--

*Difficultés, limites, solutions, réussites*

CPM / FTM	<p>Matériel insuffisant</p> <p>Paysans illettrés, manque d'éducation et d'information</p> <p>Visite à domicile, formation et questionnaire simple</p> <p>Avantages pour les producteurs</p>
Fekritama	<p>Difficile de poser des questions sur le patrimoine et personnelles</p> <p>Prendre le temps d'expliquer l'objectif de l'enquête</p> <p>Former les techniciens aux outils d'enquête</p> <p>Attention aux classifications et typologie (pas forcément acceptées par les exploitants selon les critères)</p> <p>Beaucoup d'échanges et de rencontres pour construire la confiance</p>
FIFATA	<p>Problèmes (olana), difficultés (zava tsarotra) :</p> <p>Fiabilité des données collectées</p>

	<p>Remontée des données</p> <p>Stockage des données</p> <p>Solutions (vahaolana) :</p> <p>Valorisation des membres à la base (paysans relais, paysans leaders)</p> <p>Desserte périodique des techniciens</p> <p>Renforcement des compétences : au niveau des paysans relais, paysans leaders, techniciens</p> <p>Mise en place d'outils : base de données, fiches</p> <p>Besoin :</p> <p>Renforcement du matériel : tablettes, ordinateurs, déplacement, etc.</p>
FVTM	<p>Limites, insuffisances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eloignement géographique des exploitations</li> <li>- Moyens pour acquérir les matériels</li> <li>- Maque d'habitude, manque de formation et d'information</li> </ul> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter la compréhension des questions</li> <li>- Intégrer l'approche genre</li> <li>- Partager les expériences,</li> <li>- Saisir les opportunités</li> </ul>
Koloharena	<p>Difficultés à connaître le coût de revient, pour le comparer aux prix de vente</p> <p>Manque d'initiative</p> <p>Réunions régulières</p>

	Partage des bonnes pratiques
Réseau SOA	<p>Questionnaire trop long</p> <p>Sites d'enquête parfois éloignés</p> <p>Fiabilité des données recueillies</p>
Commun	<p>Limites, difficultés :</p> <p>MATERIELLES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériel insuffisant: pour la collecte (outils de collecte, déplacements, etc.), pour le stockage, la gestion et l'analyse (ordinateurs, disque dur, logiciels, etc.)</li> </ul> <p>METHODOLOGIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concevoir des outils de collecte simples, clairs et efficaces</li> <li>- Entretien un lien de confiance avec les exploitants (expliquer les objectifs des enquêtes) pour assurer la fiabilité des données collectées</li> </ul> <p>HUMAINES, COMPETENCES</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des techniciens aux outils et méthodes de collecte de données</li> <li>- Formation et information des paysans leaders et paysans relais</li> <li>- Organisation du travail au sein de l'OP : recrutement et formation</li> </ul>

### Annexe 3- Liste des personnes rencontrées

Par Vincent GARRUCHET, version de novembre 2022 – A noter que certains de ces échanges se sont tenus en présence d’Afdi Madagascar & Réseau SOA.

#### Etats, ministères et entités rattachées

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Eléments discutés
1- MINAE Secrétariat général	Raharinomena Fanja Secrétaire générale <a href="mailto:fanja.sgminae@gmail.com">fanja.sgminae@gmail.com</a> 0340532374 13/12/2021 MINAE, Anosy	Rencontre de courtoisie pour présenter le projet d’observatoire. La SG a souligné deux points : d’une part l’importance de la pérennité institutionnelle (question du portage et du financement) et d’autre part la nécessité d’un ancrage fort (il faut produire des données qui répondent aux besoins des utilisateurs, pas seulement du Ministère ou des bailleurs, mais également des producteurs). Elle a également mis en évidence la possibilité d’articuler le travail du futur observatoire avec les activités des différents services présents qui collectent et traitent des données. Enfin, elle a indiqué que le Ministère était a priori intéressé pour participer à ce projet (elle a évoqué la possibilité d’un portage, ou bien de participer à un comité de direction mixte) et qu’il était possible d’organiser des rencontres et des discussions plus détaillées avec chaque direction et service présents lors de la réunion.
2- MINAE Service de la Statistique agricole (Statagri)	Joceline Solonitompoinony, Chef STATAGRI Email : <a href="mailto:solonijj@gmail.com">solonijj@gmail.com</a> Téléphone : 0340561048 11/01/2022 Nanisana (Bâtiment ex-micro hydraulique)	Présentation du projet d’observatoire et discussion portant sur les activités de collecte de données agricoles du MINAE et de STATAGRI en particulier. Données existantes, disponibles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recensement général de l’agriculture (RGA), date de 2004-2005. Le MINAE aurait dû en faire un nouveau en 2015, mais manque de ressources (Coût estimé: 16 millions de dollars). Le MINAE a bénéficié d’un TCP en 2018-2019 pour la préparation du RGA. Blocages et difficultés: remaniement du Ministère en 2021, la pêche est devenue un ministère à part, ralentit la mise en place de la structure de pilotage du RGA. Manque de ressources: certains bailleurs se sont manifesté (Rindra de l’UE, CASEF de la WB) mais le budget de ces projets n’est pas suffisant. Situation sanitaire.</li> <li>- Recensement de la population: L’INSTAT a préparé le Recensement de la population, ils ont fait un questionnaire additionnel pour les ménages ruraux (inventaire des ménages agricoles).</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis 2009, des données annuelles ont été collectées grâce à l'appui de la FAO et PAM pour évaluer les campagnes agricoles et la sécurité alimentaire (enquête ERAPASA). Ce sont des enquêtes déclaratives, il n'y a pas de mesures sur les parcelles. Les données sont au niveau de la FAO et du PAM.</li> <li>- En 2017, la région Androy a fait une requête auprès du PNUD avec INSTAT, ils ont mené une enquête sur l'élevage dans la région.</li> <li>- Concernant l'élevage, le MINAE utilise les résultats du RGA et fait des projections.</li> </ul> <p>Les thématiques qui les intéressent : les coûts de production, les pertes pré et post récolte (la seule enquête de grande envergure sur les pertes date de 1984-1985), les coûts de production, pêches et aquaculture, forêt et environnement.</p>
<p>3- MINAE</p> <p>CGARD (Centre géo-informatique appliqué au développement rural)</p>	<p>Donatien Ratenony</p> <p>Directeur de l'Unité d'Appui aux projets présidentiels (UAPP)</p> <p>02/02/2022</p> <p><a href="mailto:magnanto@yahoo.fr">magnanto@yahoo.fr</a></p> <p>0340581123</p>	<p>Le CGARD est le fruit d'une collaboration entre l'Inde et Madagascar. L'Inde voulait mettre en place ces centres pour 5 pays. Le projet a duré 3 ans (2018-2021). Bilan du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation des superficies cultivées en riz terminée dans 8 régions (Vakinankaratra, Vatovavy, Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Analamanga, Itasy, Bongolava. Pour mettre à jour les chiffres qui remontent des DRAE et des projections du RGA.</li> <li>- CGARD utilise des données satellitaires fournies (très haute résolution) par le gouvernement indien. Le gouvernement malgache fait remonter ses demandes à l'Inde qui donne les données satellitaires.</li> <li>- 2 Indiens sont venus également pour le transfert de compétences en SIG, pendant trois ans.</li> </ul> <p>Aujourd'hui, le CGARD dispose d'une infrastructure, de matériels (serveurs, licences pour les logiciels ARCGIS, plus de 30 machines pour le traitement, des GPS, drones) et d'un personnel formé (1 responsable SIG, 1 responsable télédétection, 1 technicien réseau et système, et monsieur Donatien), mais son budget de fonctionnement a été coupé. Le CGARD fournit aujourd'hui des services d'expertise dans le cadre de collaborations avec des projets et des bailleurs (avec le FIDA sur DEFIS, AD2M, dans le Sud et Menabe, et aussi AROPA), avec la BAD (PPBEM). En 2021, la collaboration avec AD2M a permis de comparer des superficies cultivées en haricot entre 2019 et 2021. Ils utilisent des drones et des GPS pour collecter des données.</p> <p>Données disponibles : Ils ont toutes les données sur les serveurs mais impossible de les partager car elles ne sont pas validées par les partenaires. Ils doivent organiser des ateliers de validation mais ils n'ont pas</p>

		les moyens actuellement. Pendant la période de collaboration avec l'Inde, le CGARD a mené des travaux sur les bassins versants et la prévision de l'érosion du sol dans tout Madagascar.
<p>4- MINAE</p> <p>USID - Unité de Gestion des Systèmes d'Information et de la Digitalisation</p>	<p>Dr Tahina RAMBOLARIMANANA, Directeur</p> <p>21/01/2022</p> <p>Mail : <a href="mailto:tahina.rambo@gmail.com">tahina.rambo@gmail.com</a></p> <p>Tél : +261 34 06 001 48</p> <p>Whatsapp : +261 34 06 001 48</p> <p>Anosy, MINAE, 3<sup>e</sup> étage, porte 304</p>	<p>L'USID gère tous les SI du MINAE et s'occupe de la digitalisation. L'USID gère actuellement l'initiative carte producteurs: l'objectif est de donner à chaque producteur une carte pour collecter des données sur l'ensemble des agriculteurs. Ils disposent d'un questionnaire (civilité, situation familiale, caractéristiques du ménage, etc.). Ils ne font pas les enquêtes: ce sont les DR, puis les DRAE qui collectent l'information.</p> <p>Les paysans se déplacent vers les DRAE pour obtenir une carte et remplissent un formulaire. Une fois le dossier rempli, la carte est éditée.</p>
<p>5- MINAE</p> <p>Fonds de développement agricole (FDA)</p>	<p>Rahantamalala Fanja,</p> <p>Directrice générale</p> <p><a href="mailto:dg@fda.mg">dg@fda.mg</a></p> <p>Personne rencontrée :</p> <p>Niry, Directrice des Operations et du Partenariat : DOP FDA <a href="mailto:dop@fda.mg">dop@fda.mg</a></p> <p>14/02/2022</p>	<p>Le FDA est un outil financier sous-tutelle du MINAE qui octroie des subventions pour les projets des producteurs. Pour l'instant le fonds appuie plus la production (moins la transformation ou la commercialisation). Octroi de subvention pour faciliter accès aux services : intrants, formation, conseil, etc. Projets portés par des producteurs individuels ou bien groupements.</p> <p>Date de création : début en 2009 avec des fonds régionaux, statut projet avec bailleur. En 2012, le FDA devient un établissement public, ce changement de statut devient effectif en 2016 avec la création de la DG et des antennes régionales. A partir de 2018, abondement des partenaires. Aujourd'hui financé par MINAE et bailleurs (UE, FIDA, WB, AFD). Dans les dernières années environ 20 milliards d'ariary de subventions accordées, intérêt croissant des partenaires.</p> <p>Procédures pour l'octroi des aides : chaque début de campagne agricole, les antennes régionales mènent une campagne de sensibilisation au dispositif, puis ce sont les producteurs qui approchent les antennes, demandent le formulaire et le remplissent. Instruction technique et administrative (appuie plutôt des exploitants individuels ou des collectifs formels). Tous les dossiers qui ont l'avis favorables passent à la session d'allocation, c'est un comité régional qui décide des projets qui auront les subventions (arbitrage car fond pas suffisant pour tous les dossiers ayant un avis favorable). Une fois validé, octroi et</p>

		<p>décaissement des fonds se fait au niveau régional sur les comptes bancaires des bénéficiaires. Exécution et suivi au niveau des antennes régionales. Suivi : responsable de suivi évaluation et responsable technique s'organisent pour faire le suivi selon le manuel de suivi. Suivi exhaustif et par échantillonnage.</p> <p>Annuellement environ 1500 projets financés pour 20.000 producteurs. Filières : ce sont les CROA (comités régionaux) qui statuent sur les filières et les orientations régionales. A chaque région des orientations spécifiques. 4 filières prioritaires : 80% des financements du FDA. Au niveau de chaque région. 20% restant pour les autres filières non-prioritaires. Toutes les filières sont éligibles mais dépend de la priorisation du CROA.</p> <p>Répartition entre les régions des fonds : en fonction de la superficie agricole dans la région, nombre d'exploitants dans la région. Pondération en fonction de ces critères. Autre critère : capacité d'absorption.</p> <p>Apport bénéficiaire exigé : souvent un apport en numéraire, pas plus de 10% du montant du projet. Subvention varie de 90 à 95% du montant du projet.</p> <p>Pour les données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté pour collecter les données à temps. Une question de ressources.</li> <li>- Type de données qui les intéressent : pouvoir mesurer les effets des subventions, mesure d'impact. Car objectif c'est d'améliorer la production, donc il faut pouvoir le mesurer (production, productivité). Mais cela relève d'un dispositif qui pourrait dépasser le cadre du FDA (mener des enquêtes, etc.). Associer déclaratif et mesures empiriques sur parcelle. Importance de l'impact sur la production et les revenus.</li> <li>- Ils sont souvent obligés d'attendre les évaluations des bailleurs pour pouvoir mesurer.</li> <li>- PANDROSO projet UE, ils prévoient une évaluation du dispositif dans le cadre de ce programme.</li> </ul> <p>Relations avec les organisations paysannes : en ce moment, actualisation de la stratégie nationale de services aux producteurs, une redéfinition des rôles de chacun, notamment des OPF, est attendue. La formulation de la demande d'octroi auprès du FDA par les producteurs est parfois compliquée et l'appui des OP est important pour remplir le formulaire. L'action des OP est aussi centrale pour faire émerger et remonter les projets. Une collaboration plus profonde avec les OP pourrait également faciliter le suivi des projets financés par le FDA.</p>
--	--	---

		<p>Dispositif de suivi-évaluation du FDA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi des projets financés : Ils ont développé un progiciel, ITeteikasa (application web avec base de données en SQL) pour suivre les projets financés. Vient d'être conçu, ils sont en train de créer les loggin et les droits d'accès. Avant ils utilisaient Excel, et ça a été automatisé.</li> <li>- Collecte de données : d'abord avec le formulaire de demande, puis avec les instructions techniques et administratives (nombre de demandes éligibles, nombre de demandes reçues, etc.). Après la session CROA, ils obtiennent le montant des subventions allouées, le nombre de demandes, etc. Pour les projets financés, ils font des missions sur le terrain, ce sont aussi des moments de conseil aux porteurs de projet (il y a des fiches de suivi). Le FDA évalue les productions en valeur (et pas en quantité) et le revenu agricole.</li> <li>- Pour le suivi-évaluation, ils établissent une situation de référence et réalisent une enquête par sondage. Sur la liste des projets clôturés, ils échantillonnent pour évaluer l'impact. Pour l'instant, pas encore d'évaluation car peu de ressources, début activités en 2016. Cette année possible de faire la première évaluation à mi-parcours (le FDA n'a été vraiment abondé qu'à partir de 2019).</li> </ul>
6- MINAE Direction planification et suivi-évaluation (DPSE)	<p>RANDRIANAIVOMANANA Andritiana</p> <p>Directeur de la Planification et du Suivi-Evaluation (DPSE)</p> <p>13/01/2022</p> <p>Tél: +261 34 05 612 29 / <a href="mailto:andri.randrianaivomanana@gmail.com">andri.randrianaivomanana@gmail.com</a></p>	<p>La DPSE est en charge de la planification et du suivi des activités du MINAE, élabore avec la direction générale le PTA du MINAE et définissent ses orientations stratégiques. Ils produisent les rapports de réalisations du MINAE (trimestriel et semestriel). Ils ont des attentes concernant les données agricoles : besoin de données fiables et représentatives, ils souhaitent pouvoir cibler des zones, et ont besoin d'outils d'aide à la prise décision. Le Sud est une zone d'intervention prioritaire. Ils disposent d'une cartographie des projets (bailleurs) en cours à Madagascar.</p>
7- MINAE Direction d'appui à l'Organisation des Producteurs et	<p>RAMAROZATOVO Ninah, Responsable Suivi des Projets</p> <p>13/01/2022</p>	<p>Les activités de la DOPAB concernent surtout l'agribusiness et le développement des chaînes de valeur. Ils promeuvent les Cabiz (centre d'agribusiness) dans chaque région (ce sont des unités de transformation et de services aux producteurs). Ils déploient également les boutiques d'intrants de proximité pour les producteurs (initiative financée par la GIZ à travers PRADA et PROSOL) dans les régions Atsimo Atsinana,</p>

<p>Agribusiness (DOPAB)</p>	<p>034 05 652 36, ramarozatovo.ninah@gmail.com</p> <p>Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage Anosy, porte 526, 5ème étage.</p>	<p>Anosy, et Androy. Ces boutiques sont gérées par des sociétés privées. Ils font aussi de la formation agricole : appui aux centres de formation agricole, entrepreneuriat des jeunes, FORMAPROD, TEJAA. L'agriculture familiale n'est presque plus mentionnée (il y avait un service dédié avant) : aujourd'hui le MINAE met l'accent sur l'agribusiness et sur l'agrégation, c'est-à-dire le rapprochement des entreprises qui assurent la transformation et la commercialisation avec les producteurs. La DOPAB ne collecte que peu de données, les données brutes sont celles de STATAGRI. Ils sont intéressés par l'observatoire et en particulier par la production de données relatives aux chaînes de valeur, aux produits phares, à la commercialisation, à la transformation et aux opportunités économiques dans les régions.</p>
-----------------------------	--	---

### Autres structures publiques

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Éléments discutés
<p>8- Direction générale de la météorologie (DGM)</p>	<p>RANDRIAMAHANDRY Miakadaza Harinjaka</p> <p>Responsable de l'Agrométéorologie au sein de la DGM, Direction Générale de la Météorologie</p> <p>Contact: +261 34 05 027 44</p> <p>randriamahandrym@gmail.com</p> <p>15/02/2022</p> <p>Stéphanson KOTOMANGAZAFY</p> <p><a href="mailto:stephasonk@gmail.com">stephasonk@gmail.com</a></p>	<p>L'agrométéorologie est chargée de produire les bulletins agrométéo mensuels ainsi que les calendriers culturels. Ils ont pour cela un partenariat avec le FOFIFA et sont appuyés PRADA (GIZ). Les calendriers culturels sont réalisés à chaque début de saison des pluies (octobre) et prennent en compte 5 spéculations (prioritaires au niveau MINAE): riz, arachide, gingembre, haricot, et maïs. Ils n'ont pas encore de calendriers pour les cultures de contre-saison. Ils diffusent les calendriers par mail. Ils ont des services dans les régions pour élaborer des calendriers culturels au niveau district.</p> <p>Partenaires: GIZ et PNUD sur la sécurité alimentaire, FIDA (AD2M) dans le Menabe, avec les organisations paysannes pour la production des calendriers et des bulletins.</p>

Tel : 034.05.561.07

**Organisations paysannes (OPF), membres du CNAF (Comité national de l'Agriculture familiale)**

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Éléments discutés
9- Réseau SOA	<p>Gérard Andriamandimby Directeur du Réseau SOA Réseau SOA <a href="mailto:reseausoa1@gmail.com">reseausoa1@gmail.com</a></p>	<p>Réseau SOA est une organisation paysanne faitière de Madagascar, membre du Comité national de l'agriculture familiale malagasy (CNAF) et administrateur du Fonds de développement agricole (FDA), qui regroupe environ 16.000 membres et 687 organisations paysannes de base réparties dans 11 régions de Madagascar. Partenaire de l'ONG Afdi, le Réseau SOA mène plusieurs actions pour soutenir l'agriculture familiale à Madagascar (services à ses membres et plaidoyer auprès des autorités politiques). Le Réseau SOA intervient en particulier pour appuyer les filières semencières pour le riz et le haricot. Il intervient aussi pour soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et la formation de jeunes leaders à la prise de responsabilité au sein des organisations paysannes. Partenaires de nombreuses organisations, le Réseau est en particulier associé au projet d'observatoire des agricultures à Madagascar aux-côtés d'Afdi et du Cirad.</p>
10- FIFATA	<p>Nirina Fanja Chargée de Communication et de Projets <a href="mailto:fanjafifata@gmail.com">fanjafifata@gmail.com</a> 033 37 540 33 1126 D 69 Tsivatrinikamo ANTSIRABE MADAGASCAR 22/07/2021</p>	<p>FIFATA est une organisation paysanne faitière malgache créée en 1989 et liée à l'agri-agence FERT. Elle est présente dans 9 régions de Madagascar (Alaotra-Mangoro, Amoron'i Mania, Bongolava, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Menabe, Sofia, Vakinankaratra) et regroupe plus de 16.000 exploitations. La stratégie 2019-2024 de FIFATA comprend 4 objectifs : 1/ défendre l'agriculture durable (agroécologie, reboisement, agroforesterie, clubs verts pour les jeunes) ; 2/ former les leaders (notamment les élus de FIFATA et des OPR) ; 3/ développer une base forte inclusive avec les femmes et les jeunes ; 4/ améliorer la cohésion du groupe.</p> <p>FIFATA fait partie d'un groupe qui réunit des organisations paysannes (2 unions des coopératives, 11 OPR, 22 unions filières) + plateforme SIF (accès foncier) + CECAM (institution de microfinance) + CAP Malagasy (conseil agricole de proximité) + <b>CEFFEL (conseil, expérimentation, formation, en particulier sur le fruitier et le maraîchage)</b> + FEKAMA (formation et installation des jeunes) + FormAgri (Université paysanne) + FLP (Formation Leader paysan)</p>

		<p>Production de données et besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectifs : pour le reporting (collecte de données au niveau des OPR par les conseillers technico-éco et auprès des paysans relais) et pour le plaidoyer (montrer le poids de l'AF) ;</li> <li>- Les thèmes qui les intéressent : commercialisation, santé animale, pratiques durables ;</li> <li>- Moyens : conseillers, paysans-relais, questionnaires, smartphones, email, réunions trimestrielles avec les directeurs des organisations paysannes régionales, assistant de suivi-évaluation au niveau du siège. Questionnaire de 3 pages, 8 questions, administré par les paysans relais auprès des EAF. Consolidation au siège sur Excel avec un tableau de bord, travail en cours pour concevoir une base de données ;</li> <li>- Données collectées actuellement : informations sur l'activité socio-économique (n'inclut pas le calcul du revenu), pratiques et leur diffusion.</li> <li>- Besoins complémentaires : pas assez de ressources (financières, techniques et humaines) pour produire des données structurées concernant les EAF.</li> </ul> <p>Site web : <a href="https://www.fert.fr/fifata-representation-syndicale-et-services-aux-op-membres/">https://www.fert.fr/fifata-representation-syndicale-et-services-aux-op-membres/</a></p>
11- Koloharena	<p>RANDRIANARIVELO Jules</p> <p>Président</p> <p>Mail : <a href="mailto:jls.randrianarivelo@gmail.com">jls.randrianarivelo@gmail.com</a></p> <p>0343874457</p> <p>Date rencontre : 23/08/2021</p>	<p>Koloharena est une organisation paysanne faîtière de Madagascar présente dans deux régions de Madagascar (Haute Matsiatra et Vatovavy Fitovinany) et qui intervient principalement dans la préservation des corridors forestiers et de l'environnement. Créée dans le cadre d'un projet de lutte contre le défrichement avec l'USAID (1999-2003, LDI), Koloharena s'est structurée autour de la question des alternatives au défrichement pour les paysans vivant dans ou à proximité de corridors forestiers. Koloharena regroupe aujourd'hui 39 coopératives et environ 18.000 membres. Toutes les coopératives ne sont pas très actives (3 seulement fonctionnent bien, autonomie financière). Koloharena est en train de repenser son modèle (période de transition) : le Président envisage de passer sous un statut d'entreprise de services aux entreprises paysannes. Difficultés avec les coopératives : gestion, commercialisation et débouchés, difficulté pour collecter. Certaines ont des unités de transformation mais faute de gestion et de collecte, ne marchent pas trop.</p> <p>Production de données : les coopératives collectent quelques données, mais l'OPF n'a pas les moyens de collecter au niveau national.</p>

<p>12- Fekritama (Fivondronamben'ny Tantsaha Malagasy  Confédération des agriculteurs Malagasy)</p>	<p>Madame Anja Andriambola  Assistante et chargée de communication  anjaandriambola1@gmail.com  Adresse : Lot IVM 7 Ambodivona Antananarivo 101, MADAGASCAR  Date rencontre : 19/07/2021 et 26/07/2021</p>	<p>La Fekritama (Fédération chrétienne des paysans malagasy) a été créée en 1988 avec un statut de syndicat. En 1996, la Fekritama a créé une mutuelle d'épargne et de crédit (TITEM). Entre 2012 et 2017, la Fekritama fait face à des difficultés financières et doit réduire drastiquement ses effectifs et ses activités. En 2017, un nouveau Directeur est engagé, les membres du bureau et les statuts sont renouvelés en 2018 lors d'une Assemblée générale. En 2019, reprise des relations avec les bailleurs : FIDA sur Formaprod et DEFIS. En 2020 un appui de SACAU permet de lancer des actions de restructuration des OP régionales.</p> <p>Aujourd'hui, la Fekritama est une organisation paysanne faîtière qui regroupe 11 fédérations et 20 organisations paysannes régionales. Elle rassemblerait environ 1500 organisations paysannes de base et environ 36.000 exploitations agricoles.</p> <p>Ressources humaines : 7 personnes travaillent au siège, il y a aussi un bureau dans chacune des 22 régions. Chaque région possède un technicien agricole qui suit la mise en œuvre des activités.</p> <p>Activités principales : formation et installation des jeunes (avec FormaProd, 3000 jeunes installés depuis 2019), appui sur la filière poulet gasy (distribution de kits pour la conservation des vaccins), travail sur les débouchés commerciaux, petites transformations.</p> <p>Données collectées : le bureau national envoie des mails dans les régions pour connaître les attentes des membres et élaborer son programme technique annuel. Les questionnaires sont envoyés par mail et imprimés dans les régions. C'est le Président de chaque OP régionale qui reçoit le questionnaire, l'imprime et le diffuse auprès des membres. Environ 25% des membres auraient rempli le questionnaire. Le questionnaire (très sommaire) est composé des variables suivantes : nom de l'exploitant, filières pratiquées, problématiques et solutions proposées. Fekritama a également fait un questionnaire Covid (partenariat avec SACAU). 278 exploitants ont répondu sur l'ensemble des 22 régions. Les données sont essentiellement gérées sur Excel et Word. Les questionnaires papier sont stockés dans des cartons et les données saisies sur Excel.</p> <p>Besoins exprimés ou identifiés : ressources humaines, techniques et financières. Le changement climatique et l'adaptation des paysans sont des sujets clés.</p>
---	--	--

		Site web : <a href="https://www.fekritama.mg/">https://www.fekritama.mg/</a>
13- FVTM (Fikambanana Vehivavy Tantsaha Malagasy)	Eric Hermann Raparison  coordonnateur plateforme SIF + FVTM  <a href="mailto:reh212001@yahoo.fr">reh212001@yahoo.fr</a>  20/08/2021	<p>La Fédération nationale des femmes rurales malgaches (FVTM) permet aux femmes rurales de devenir des membres et des leaders reconnus, tant dans leurs communautés que dans leurs foyers. Il soutient les groupes de femmes avec des formations et en les sensibilisant à leurs droits. La FVTM s'est engagée à améliorer les moyens de subsistance des femmes rurales et leur implication à long terme dans les initiatives sociales, économiques et culturelles. Plus particulièrement, il soutient les mouvements sociaux des femmes rurales au niveau national et international. La FVTM s'attache aux objectifs spécifiques suivants : 1) Promouvoir et défendre les droits des femmes rurales dans la société, compte tenu du rôle important qu'elles jouent aux niveaux local, régional et national ; 2) Veiller à ce que les femmes rurales puissent assumer pleinement leurs responsabilités au sein de leur famille et de leur communauté ; 3) Promouvoir et renforcer le mouvement social des femmes rurales au niveau national et international.</p> <p>Ressources : seulement 2 personnes au siège (monsieur Eric et le comptable) sur le terrain, il y a 4 personnes financées par DEFIS (mais c'est en veilleuse : Betroka, Androy, Fort-Dauphin, Anosy). Ils ont déposé un deuxième projet auprès de DEFIS en 2021 et attendent la réponse.</p> <p>Les données à la disposition de FVTM ne sont pas satisfaisantes. Données et thématiques qui les intéressent : connaître les activités agricoles des membres, que veulent les membres, problèmes rencontrés et solutions apportées par les membres. Ils ont fait un plaidoyer sur le covid. Problématiques identifiées : peu de jeunes s'engagent dans les associations et les bureaux ; difficultés à obtenir des financements et nouer des partenariats (FVTM avait un contrat avec DEFIS, mais problème de gouvernance, la deuxième vague de financement n'est pas encore arrivée).</p>
14- CPM/FTM (Coalition paysanne de Madagascar  Firaisankinan'ny Tantsaha eto Madagasikara)	Jean Berthin RABEFENO  Chief Exécutive Officer  Tél: +261 3405 015 62/3298 577 98  E-mail : <a href="mailto:jb.rabefeno@gmail.com">jb.rabefeno@gmail.com</a>	<p>La CPM a été créée en 2001 avec un statut d'association, elle est présente dans les 22 régions de Madagascar et rassemble environ 17.000 membres. La CPM a connu une restructuration importante en 2018, ils mènent depuis un travail de recensement de leurs membres (donne lieu à une collecte de données). Organisation : au niveau local (les organisations paysannes de base), au niveau Communal (les unions des organisations paysannes), au niveau Régional (les CPM régionales), au niveau National (la CPM nationale, avec une Assemblée générale, un conseil d'administration, un Secrétariat exécutif,</p>

	<p>Date rencontre : 13/07/2021 et 27/07/2021</p>	<p>et quelques autres services). La CPM possède un plan stratégique 2019-2023, les priorités identifiées sont 1) le plaidoyer pour la défense de droits des paysans et une Agriculture performante et durable à Madagascar ; 2) le développement des capacités des organisations et des paysans, 3) Fournir et partager des informations stratégiques aux membres et aux parties prenantes.</p> <p>Données : la CPM collecte des données en provenance de ses membres. Le bureau national envoie des questionnaires papier vers les OP régionales qui envoient vers les OP de base, ce sont les membres des bureaux qui vont sur les exploitations pour collecter (ils n'ont pas toujours le temps, manque de ressources). Les données sont ensuite renvoyées vers la CPM nationale à Tana et saisie sous format Excel (le fichier est disponible). La CPM a recruté une chargée de mission (Sedra) pour développer une base de données (MySQL) et travailler sur la communication interne. Pour l'instant les données sont gérées sous Excel. Pour chaque région, les données collectées sont les suivantes : Localisation des UOPB et des OPB, nombre d'hommes et de femmes par OPB, filière prioritaire de l'OP, pourcentage des membres exploitant la filière, pourcentage des paysans utilisant des engrais (2 catégories : chimique et fumure organique / compost), provenance des financements des exploitants, superficie totale (somme des superficies des membres des OPB), production totale (manque de précision), destination de la production (vente, consommation, semences). La CPM collecte également les problèmes et les solutions apportées par les membres, solutions prises. Ces données sont censées être mises à jour tous les ans.</p> <p>Besoins exprimés : Ils ont tenté de construire une base de données dans le passé, mais cette initiative n'a pas abouti et ils ont perdu des données. Besoin de stocker et sécuriser les données, besoin de ressources techniques et humaines (des techniciens capables de collecter des données, des ressources au siège pour les analyser), besoins matériels (besoin de matériel informatique et de formation), besoins financiers.</p> <p>Site web : <a href="http://www.cpm.mg/">http://www.cpm.mg/</a></p>
15- CNAF	<p>Contacts :</p> <p>E-mail : <a href="mailto:cnafmalagasy@gmail.com">cnafmalagasy@gmail.com</a></p>	<p>Le Comité national de l'agriculture familiale (CNAF) a été créé le 21 décembre 2015 pour promouvoir l'agriculture familiale malgache à la suite de l'année de l'agriculture familiale (2014) et dans le cadre de la décennie de l'agriculture familiale (2019-2028). Structure légère peu institutionnalisée, le CNAF est une plateforme de concertation et de réflexion qui permet à ses membres (en particulier les</p>

	<p>Tel +261 33 37 540 37 / +261 33 37 540 31</p> <p>Bureaux :</p> <p>Lot 11 26 d 69 Tsivatrnikamo PK3 route de Betafo Antsirabe</p> <p>Bureau réseau FARMADA, batiments BIMTT , Ambohidahy,101 TANANARIVE</p> <p>Rencontres : 01/07/2021, puis au cours d'un atelier les 30/03/2022 et 07/04/2022</p>	<p>organisations paysannes faïtières malgaches) de se réunir pour discuter des enjeux liées aux politiques agricoles à Madagascar et prendre des positions communes (rédaction et diffusion de documents de plaidoyer, lettres ouvertes, déclarations, etc.). Le CNAF est donc une structure vouée à défendre les intérêts de l'agriculture familiale à Madagascar et menant essentiellement des activités de réflexion et de plaidoyer. A l'heure actuelle (2021-2022), les principaux dossiers sur lesquels travaille le CNAF concernent notamment : 1) la réforme du code foncier à Madagascar, 2) la réforme de la stratégie de services aux producteurs et la promotion de l'agribusiness et du concept d'agrégation agricole.</p> <p>Le CNAF est composé de plusieurs collèges : 1) le collège des organisations paysannes (CPM / FTM, Réseau Soa, Koloharena, Fifata, Fekritama, FVTM), 2) le collège des ONG (Fert, Afdi, l'APDRA, Agrisud , GRET, AVSF, SAHA), 3) le collège des centres de recherche (FOFIFA, FIFAMANOR, SIF, CIRAD), 4) le collège des centres de formation (MFR, réseau FARMADA). Le CNAF est doté d'un comité exécutif et d'un Président (Mparany de FIFATA pour l'instant).</p> <p>Le CNAF dispose d'un plan d'action, aligné sur le plan d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, qui comprend plusieurs piliers : 1) développer un environnement politique favorable pour renforcer l'agriculture familiale ; 2) développer des systèmes d'informations adaptés pour analyser, suivre et évaluer l'agriculture familiale dans le développement social, économique et environnemental du pays ; 3) assurer la professionnalisation et améliorer l'inclusion économique des agriculteurs familiaux ; 4) pilier 4 : assurer la promotion des femmes rurales et des jeunes paysans ; 5) renforcer les organisations des agricultures familiales (structuration du monde rural) et ses collaborations avec les acteurs d'appui.</p> <p>Les 30/03/2022 et 07/04/2022 les 6 organisations paysannes faïtières membres du CNAF ont participé à un atelier de définition consacré au projet d'observatoire des agricultures à Madagascar et ont signé une lettre d'opportunité en faveur de la création de l'observatoire en question.</p>
--	---	--

### Observatoires sur Madagascar

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Éléments discutés
16- Réseau des Observatoires ruraux (ROR)	<p>Bezaka Rivolala</p> <p>numéro +262(0)324231969</p> <p>WhatsApp +262324231969</p> <p>rabeza07@yahoo.fr</p> <p>Echanges par mail</p>	<p>A dirigé le Réseau des Observatoires Ruraux et l'Observatoire du Riz, de Septembre 2011 à mai 2020.</p> <p>Le ROR a été officiellement actif de 1995 à 2020. Un rapport d'évaluation très complet a été produit en 2010 (<a href="https://agritrop.cirad.fr/558679/1/document_558679.pdf">https://agritrop.cirad.fr/558679/1/document_558679.pdf</a>). Un colloque a également été organisé en 2016 à l'occasion des 20 ans du ROR (<a href="https://resiliences.ird.fr/nos-actualites/colloques/les-observatoires-ruraux-de-madagascar-un-systeme-d-information-pour-le-developpement-rural">https://resiliences.ird.fr/nos-actualites/colloques/les-observatoires-ruraux-de-madagascar-un-systeme-d-information-pour-le-developpement-rural</a>).</p> <p>Forces et faiblesses du dispositif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forces : Méthodologie panel, longueur de de suivi (depuis 1995), coût relativement acceptable</li> <li>• Faiblesses : diffusion et exploitation insuffisantes des résultats, le ROR ne dispose pas d'une véritable base de données relationnelle, un statut et un positionnement qui ne garantit pas nécessairement l'autonomie et l'indépendance.</li> </ul>
17- MINAE  Observatoire du riz (ODR)  Rattaché au Secrétariat général du MINAE	<p>RAKOTOARISOA Bruno</p> <p>Chef de la Cellule de l'Observatoire du Riz (ODR)</p> <p>12/01/2022</p> <p>Tél : +261 34 05 030 88</p> <p>Mail : <a href="mailto:mbrunorak@gmail.com">mbrunorak@gmail.com</a></p>	<p>L'ODR a été ré-installé en 2021 (création en mai 2005), avant il était rattaché à la Primature (tout comme le ROR). 2021 marque la reprise des activités. Monsieur Bruno a commencé en novembre 2021. L'ODR fait un bulletin mensuel au niveau de chaque district et produit des données sur les prix du riz :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sources : enquête au niveau des chefs-lieux de commune auprès des producteurs. Les directions techniques du MINAE font remonter les données concernant le prix du riz (prix du paddy au niveau producteurs, prix du riz blanc au niveau des grossistes, prix du riz blanc au niveau des détaillants). Les DT interrogent toujours les mêmes producteurs, au moins 3 grossistes, 3 détaillants, 3 producteurs par district. Demande également des données sur le riz importé au niveau des communes, dresse une liste des variétés locales les plus vendues dans chaque région.</li> <li>- Analyses : l'ODR calcule le prix moyen du riz (prix du paddy par district et prix moyen du riz blanc local par région) sur le mois en cours et compare avec le mois précédent. Calcul du prix du paddy par district et du prix moyen du riz blanc local par région. Produit également une liste des variétés de riz local les plus vendues par région. Pour chaque région, l'ODR propose une analyse des causes de la variation du prix (en fonction de l'actualité). Tous les mois consolidation et diffusion de bulletins mensuels.</li> </ul> <p>L'ODR est un système d'information permettant de collecter les données sur la chaîne de valeur du riz. Important pour la politique du riz. Va établir un bilan de la campagne rizicole, donc pas seulement le prix. Premier bulletin en juin 2021, Base de données à partir du mois de juin pour les prix (apparemment ils n'ont pas récupéré toutes les données accumulées par le passé).</p> <p>Méthode / ressources disponibles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce sont les directions techniques du MINAE qui collectent les données avec des points focaux. Les DT font la saisie directement au niveau des régions, les DT peuvent aussi transmettre des fiches d'enquête. L'enquête hebdomadaire sur les prix du riz est faite par le représentant de la statistique agricole dans les communes.</li> <li>- STATAGRI compile les données et les transmet à l'ODR pour le bulletin mensuel (donc l'ODR reçoit des données agrégées), format Excel.</li> <li>- L'ODR mène des petites enquêtes au niveau des régions pour déterminer les causes des variations des prix, format Word.</li> <li>- Equipe de l'ODR est composée de 6 personnes : 3 collaborateurs (analyse de données, vérification de la qualité des données issues des 23 régions, compilation des données), le chef de la Cellule, le chauffeur et le comptable.</li> </ul> <p>Perspectives et besoins :</p> <p>L'ODR souhaite intégrer dans ses activités futures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des données sur les prix du riz à l'international</li> <li>- Des données sur la chaîne de valeur du riz et pas seulement la production</li> <li>- Thématiques importantes : bilan campagne pour les écoles + engrais + infrastructures + dotation au matériel agricole + coûts de production (c'est un peu ce qui touche au RGA).</li> </ul>
18- Observatoire du foncier	<p>Quentin Grislain</p> <p>Perrine Burnod</p> <p><a href="mailto:perrine.burnod@cirad.fr">perrine.burnod@cirad.fr</a></p> <p>24/08/2021</p>	<p>Positionnement de l'ODF : avait pu naître sans problème car venait combler un vide et ce au moment de la réforme foncière. Recommandations concernant la création d'un observatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- importance du cadrage initial. Définir une mission et un périmètre d'activités précis (et restreint au début). Croissance très progressive (on s'ouvre à d'autres thématiques si on a la légitimité et les ressources).</li> <li>- Quels sont les produits de communication ?</li> <li>- Charisme du directeur de l'observatoire, super important ;</li> <li>- Possibilité d'accueillir des doctorants et des stagiaires / créer des alliances et des ponts entre plusieurs réseaux (recherche, académique, professionnels, etc.)</li> <li>- Opportunité pour le modèle économique à Madagascar : les <i>baseline studies</i> pour tous les projets, se positionner sur ces études</li> <li>- Gouvernance : Importance d'avoir son compte en banque. Un directeur + Comité de pilotage. Possible d'avoir un comité consultatif : par exemple, les OPF pourraient identifier des thèmes que l'observatoire est en mesure de traiter sur 2 ans</li> <li>- Importance de la perception de l'observatoire : il faut être perçu comme ayant une certaine autonomie</li> </ul>

**Société civile, ONG, associations**

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Eléments discutés
19- FIFATA / CEFFEL (partenaire de la PRÉRAD-OI)	<p>Ida RANDRIANASOLO CEFFEL Andranobe <a href="mailto:ceffel.assoc@gmail.com">ceffel.assoc@gmail.com</a></p> <p>Christien ANDRIANTIANA Responsable Conseil Économique et SIEL +261 33 02 019 00 <a href="mailto:ceffel.christien@gmail.com">ceffel.christien@gmail.com</a></p>	<p>Dans les années 2000, FIFATA cherche à promouvoir des sources de revenus alternatifs auprès des paysans (contexte de baisse des cours du riz). Le CEFFEL (centre d'expérimentation et de formation sur les fruits et les légumes) se structure au fil de plusieurs projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De 2002 à 2006, mise en œuvre du projet « appui au développement des filières fruitières et légumières sur les hautes terres de Madagascar » dont l'objectif est de créer un centre de formation professionnelle en fruits et légumes à Antsirabe et d'appuyer l'organisation commerciale des petits producteurs par le biais des groupements spécialisés. La première formation de formation a eu lieu au centre CEFFEL à Andranobe en 2004, le centre devient une association en 2006.</li> <li>- De 2007 à 2011, un deuxième projet est lancé (grâce aux financements du MAE, de l'AFD, de Fert et de partenaires locaux) pour accompagner le développement d'exploitations professionnelles de fruits et légumes, accompagner l'association Ceffel dans la gestion de son centre de formation et le développement de services de qualité, contribuer à la structuration de la filière fruits et légumes.</li> <li>- De 2013 à 2015, un troisième projet est mis en œuvre (financement UE et FIDA au travers d'AgriCord et de Fert) pour professionnaliser l'association en l'accompagnant dans la poursuite et l'amélioration des activités qu'elle met en œuvre, accompagner le développement d'exploitations professionnelles de fruit et légumes sur les hautes terres de Madagascar et contribuer à la structuration de la filière.</li> <li>- De 2016 à 2018, un projet pour renforcer la gestion et l'autonomie du CEFFEL</li> <li>- Un projet de 2020 à 2023 (financement UE, rétrocédé au FIDA, avec Fert) pour améliorer les services techniques et économiques fournis aux membres de FIFATA et ses partenaires et influencer les politiques agricoles et environnementales pour mieux prendre en compte l'agriculture familiale.</li> </ul> <p>Système de suivi des prix des fruits et légumes : création du SIEL (service information économique légumes) en 2006. Il s'agit d'un SI qui suit les prix de gros dans une trentaine de marchés (bonne couverture du territoire national) sur 11 légumes. Il existe une base de données qui est alimentée par smartphone par les releveurs de prix sur les marchés. Les producteurs et les collecteurs reçoivent les informations directement par mail ou par sms (1000 destinataires environ) et peuvent consulter une page Facebook où figurent les informations sur les prix. En 2020 la filière poulet gasy est ajoutée au SIEL.</p> <p>Autres activités de CEFFEL : expérimentation sur les méthodes agroécologiques sur le site CEFFEL et chez les paysans relais (parcelles de démonstration). Production de fiches techniques et de rapports pour les expérimentations. Ils disposent de données technico-économiques sur certaines cultures.</p> <p>Ressources humaines : 1 agronome responsable des activités expérimentations + 3 conseillers filières qui mettent en place les expérimentations auprès des paysans (un est spécialiste de la pomme de terre, un du fruitier, un des semences / maraîchage et agroécologie).</p> <p><b>Défis, besoins exprimés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Difficultés pour analyser les données collectées. Cirad produit des analyses à partir de ces chiffres. Sollicitation pour produire des notes de conjoncture mensuelle + une note d'analyse semestrielle plus conséquente</b></li> <li>- <b>Difficultés pour évaluer l'impact de leurs formations sur l'activité des producteurs (évaluation d'impact), ils souhaiteraient faire des enquêtes pour suivre l'évolution des exploitations agricoles qui ont reçu les formations mais ils manquent de ressources.</b></li> <li>- <b>FIFATA dispose d'une typologie de producteurs, CEFFEL souhaiterait adapter ses services à cette typologie.</b></li> </ul>

**Partenaires institutionnels et bailleurs**

Organisation	Nom, prénom, poste, contact, date rencontre, lieu	Eléments discutés
20- Agence de l'Agence française de développement (AFD) à Madagascar	<p>Nicolas Faugère, le 16/11/2021</p> <p>Marie-Cécile Thirion, le 18/11/2022</p>	<p>Présentation du travail en cours à Madagascar et dans la région océan Indien sur le projet d'observatoire des agricultures.</p> <p>Constats : manque de connaissance sur la diversité des profils, les structures et les performances des exploitations agricoles familiales à Madagascar. Proposition de construire un observatoire aux côtés des organisations paysannes malgaches pour produire des données permettant de proposer des services adaptés à leurs membres et de nourrir leurs activités de plaidoyer pour défendre l'agriculture familiale auprès des décideurs politiques. L'observatoire peut également constituer un outil d'évaluation pour les opérateurs du développement (étude baseline, évaluation, etc.).</p> <p>L'AFD semble intéressée par le projet mais la perspective d'un financement reste incertaine à ce jour.</p>
21- Représentation de la FAO à Madagascar	Aloys Nizigiyimana, Représentant adjoint FAO Madagascar, le 14/06/2022	<p>Le 14 juin 2022, rencontre avec le Représentant adjoint de la FAO. Présentation du travail en cours sur l'observatoire avec un rappel de l'historique commun avec la FAO (WAW/OAM). Discussion sur les synergies possibles entre le projet d'observatoire et les actions de la FAO, en particulier le projet SANOI et le volet sur systèmes de statistiques agricoles. Le Représentant adjoint a manifesté son intérêt pour la démarche et a dit que des discussions pourraient être approfondies une fois le coordonnateur international du projet SANOI recruté. Le 20 septembre, visite de courtoisie du Représentant de la FAO à Madagascar auprès du Cirad.</p>

	Mbuli Charles Boliko, Représentant de la FAO à Madagascar, le 20/09/2022	Présentation très courte du projet en cours sur l'observatoire. Apparemment, le représentant adjoint a prévenu monsieur Boliko de notre précédente rencontre.
22- Représentation du FIDA à Madagascar	<p>Rencontre sur Zoom, avec une équipe du FIDA le 03/02/2022</p> <p>Participants :</p> <p>Ramaroson, Nivohary</p> <p><a href="mailto:n.ramaroson@ifad.org">n.ramaroson@ifad.org</a> (Programme analyste du FIDA à Madagascar)</p> <p>RAHAGA Ndriana</p> <p><a href="mailto:n.rahaga@ifad.org">n.rahaga@ifad.org</a> (Programme analyste Madagascar)</p>	<p>Présentation du projet d'observatoire et de l'étude de faisabilité en cours à Madagascar. Le FIDA a manifesté son intérêt pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des données concernant l'agriculture familiale à Madagascar. Le FIDA se positionne comme utilisateur notamment pour la construction des situations de référence, le suivi et l'évaluation des projets (leurs projets sont plutôt longs, avec des durées d'intervention de 8 à 10 ans). Ils avaient appuyé le ROR car celui dépendait de l'Etat et le FIDA privilégie l'appui aux institutions gouvernementales (mandat). Ils connaissent et ont déjà travaillé avec le Réseau SOA. Pour le FIDA, les zones prioritaires sont les 8 ou 9 régions de la moitié sud de Madagascar.</p> <p>Ils semblent ouverts pour poursuivre la discussion, d'autant plus que le FIDA est au début d'un nouveau programme pays pour Madagascar, des opportunités de collaboration pourraient donc exister. Ils sont également intéressés par la dimension régionale (le bureau de Madagascar est également responsable pour les Comores, Maurice et les Seychelles).</p>
23- Délégation de l'Union européenne à Madagascar	<p>Rencontre le 14/01/2022, en visio</p> <p>Participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MICHAUD Marion (EEAS-ANTANANARIVO), <a href="mailto:Marion.MICHAUD@eeas.europa.eu">Marion.MICHAUD@eeas.europa.eu</a></li> <li>- Yolande Leondaris : <a href="mailto:yolande.leondaris@ucsafaficentre.eu">yolande.leondaris@ucsafaficentre.eu</a></li> <li>- Réseau SOA <a href="mailto:reseausoa1@gmail.com">reseausoa1@gmail.com</a></li> <li>- Vincent Garruchet</li> </ul> <p>Invités (non présents) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Herilalaina RAHARISON A.' <a href="mailto:herilalaina.mfb@gmail.com">herilalaina.mfb@gmail.com</a></li> <li>- DRUGUET Stephanie (EEAS-PORT LOUIS)' <a href="mailto:Stephanie.DRUGUET@eeas.europa.eu">Stephanie.DRUGUET@eeas.europa.eu</a></li> <li>- Holy Raharinjanahary <a href="mailto:holy.raharinjanahary@ucsafaficentre.eu">holy.raharinjanahary@ucsafaficentre.eu</a></li> </ul>	<p>Présentation des activités menées par le Réseau SOA et contextualisation du travail de collecte de données, rappel sur la collaboration entre l'UE et le Réseau SOA. Présentation du travail en cours sur l'observatoire des agricultures à Madagascar.</p> <p>Marion Michaud a présenté les projets en cours de l'UE à Madagascar. Lors de l'échange, les perspectives de collaboration entre l'UE et le projet d'observatoire ont semblé minces voire inexistantes.</p> <p>Une partie de l'équipe de la délégation de l'UE à Madagascar aurait changé récemment : une nouvelle rencontre pourrait être pertinente.</p>
24- Bureau de la GIZ à Madagascar	<p>Rencontre le 13/06/2022,</p> <p>Participants :</p> <p>Mark Spiekermann, responsable de la gestion des connaissances sur le projet PROSOL, <a href="mailto:marc.Spiekermann@giz.de">marc.Spiekermann@giz.de</a></p> <p>Tanja Pickardt-Williams, CTP du projet PROSOL, <a href="mailto:tanja.pickardt@giz.de">tanja.pickardt@giz.de</a></p> <p>Rencontre le 19/07/2022 avec Arline Ramarosandratana (conseillère technique agroécologie sur PROSOL), Mark Spiekermann, et Isabelle Kiener (projet PRADA).</p>	<p><b>Une première rencontre</b> de présentation du projet d'observatoire a eu lieu le 13 juin 2022, avec Marc Spiekermann et Tanja Pickardt-Williams, qui travaillent tous les deux sur le programme PROSOL. Dans le cadre de PROSOL, ils travaillent en particulier sur les pratiques agroécologiques, la réhabilitation et la gestion durable des sols dans la région Boeny. Ils sont intéressés par le projet d'observatoire si celui-ci permet de travailler sur cette région et de fournir des données sur le suivi de la transition agroécologique. Si l'observatoire s'articule avec les objectifs et les activités de PROSOL, un financement (grant) peut être sérieusement envisagé. Il faut néanmoins poursuivre et approfondir la discussion pour déterminer clairement : les zones qui les intéressent, les questions à traiter, le calendrier, les éléments budgétaires, et le portage et la gouvernance de l'observatoire.</p> <p><b>Une deuxième rencontre</b> a été organisée pour discuter plus concrètement des perspectives de collaboration entre le projet d'observatoire et la GIZ, comme évoqué lors de la rencontre de juin. Lors de cette rencontre la GIZ s'est montrée beaucoup moins enthousiaste concernant la perspective d'une collaboration. Ils ont souligné l'importance de travailler avec des organisations rattachées à l'Etat et ont indiqué l'importance de la pérennité des actions soutenues (ce qui n'avait pas du tout été souligné lors de la première rencontre). Concernant la possibilité de mener des enquêtes dans le cadre de PROSOL, ils ont indiqué avoir sollicité le Cirad (Jean-François) et attendre actuellement une réponse. Les problématiques qui les intéressent dans le cadre de PROSOL : est-ce que les actions de réhabilitation des sols ont un effet sur les rendements ? Indicateurs qu'ils souhaitent mesurer : superficie des sols protégés et réhabilités, taux d'adoption des ménages, taux d'implication des femmes et des jeunes, comparaison des rendements, capacité de charge des pâturages améliorés. Zones qui les intéressent : région Boeny, 11 communes. Ils envisagent de répliquer leurs activités dans la région Androy (Sud).</p>